

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

OU MÈNE LE "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS".

"La délégation soviétique a étudié avec le plus vif intérêt, les propositions françaises qui font l'objet de ce débat, et je suis heureux de déclarer qu'elle peut appuyer plusieurs d'entre elles"

LITVINOV à Genève, 6 Février.

NOUS, NOUS LE REGRETTONS PROFONDEMENT

## Camarades du Parti, exigez la convocation immédiate du 7<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste !

L. TROTSKY

### DEVANT LA DÉCISION

(Après la constitution du gouvernement Hitler)

Les changements de gouvernement qui ont eu lieu depuis Brüning montrent à quel point est vide et inconsistante la philosophie universelle du fascisme (du fascisme tout sec, du fascisme national, du fascisme social, du social-fascisme de gauche) dans laquelle les staliniens enveloppent tous et tout, hormis eux-mêmes. Les sphères possédantes sont trop peu nombreuses et trop détestées du peuple pour gouverner en leur propre nom. Il leur faut un paravent : monarchiste traditionnelle (« par la grâce de Dieu »), libéral parlementaire (« souveraineté du peuple »), bonapartiste (« arbitre impartial ») ou, enfin, fasciste (« colère du peuple »). La guerre et la révolution leur ont enlevé la monarchie. Quatorze années durant, grâce aux réformistes, elles se sont soutenues sur les béquilles de la démocratie. Lorsque le Parlement, sous la poussée des antagonismes de classe, se cassa en deux, elles essayèrent de se cacher derrière le dos du président. Ainsi s'ouvrit le chapitre du bonapartisme, c'est-à-dire du pouvoir bureaucratique-policier qui se place au-dessus de la société et se maintient par un équilibre relatif des deux camps antagonistes.

A travers les gouvernements transitoires de Brüning et de von Papen, le bonapartisme, en la personne du général Schleicher, revêtit la forme la plus nette — mais seulement pour décider sur-le-champ son inconsistance. Toutes les classes avec hostilité, perplexité ou inquiétude avaient les yeux fixés sur cette figure politique énigmatique qui ressemblait à un point d'interrogation en épaulettes de général. Mais la principale cause de l'échec de Schleicher, comme d'ailleurs de ses succès antérieurs, ne résida pas en lui-même ; tant que le camp de la révolution et celui de la contre-révolution n'ont pas encore mesuré leurs forces dans la lutte, le bonapartisme ne peut être solide. Par surcroît, l'épouvantable crise agraire et industrielle qui fait planer un cauchemar sur le pays, ne favorise pas l'équilibre bonapartiste. Certes, à première vue, la passivité du prolétariat facilitait à l'extrême les tâches du « général social ». Mais les choses se passèrent autrement : cette passivité justement affaiblit le cercle d'épouvante qui soude les classes possédantes et permit aux antagonismes qui les déchirent de percer en dehors.

Au point de vue économique, l'agriculture allemande mène une existence parasitaire, elle est un boulet aux pieds de l'industrie. Mais l'étroite base sociale de la bourgeoisie industrielle fait qu'il lui est politiquement nécessaire de maintenir l'agriculture « nationale », c'est-à-dire la classe des hobereaux et des paysans riches, avec toutes les couches sociales qui en dépendent. Le fondateur de cette politique fut Bismarck qui lia solidement les agrariens et les industriels par des victoires militaires, l'or des contributions de guerre, des profits élevés et la peur du prolétariat. Mais l'époque de Bismarck est entrée dans l'éternité. L'Allemagne d'aujourd'hui se base non sur des victoires, mais sur la défaite. Ce n'est pas la France qui lui paye une contribution de guerre, mais elle qui en paye une à la France. Le capitalisme en décomposition ne donne pas de profit et n'ouvre pas de perspectives. La peur des ouvriers reste l'unique ciment qui lie les classes possédantes. Or, le prolétariat allemand, par la faute de sa direction, s'est trouvé, dans la période la plus critique, paralysé, et les antagonismes parmi les classes possédantes ont éclaté au dehors. Devant la passivité expectante du camp de gauche, le général social est tombé sous les coups de droite.

Après quoi, les hautes sphères des classes possédantes ont fait leur bilan gouvernemental : au passif : une scission dans leurs propres rangs ; à l'actif : un feld-marschal de 85 ans. Qu'y avait-il encore ? Rien, sauf Hugenberg. Si Schleicher représentait l'idée pure du bonapartisme, Hugenberg par contre représente l'idée pure de la propriété. Le général se livrait à des coquetteries, refusait de répondre à la question de savoir ce qui est le mieux : le capitalisme ou le socialisme ; Hugenberg déclare sans détour qu'il n'y a rien de mieux qu'un junker de l'est de l'Elbe sur le trône. La propriété terrienne est la forme la plus radicale, la plus fondamentale, la plus solide de propriété. Si, au point de vue économique, l'agriculture allemande est l'ennemi de l'industrie, politiquement, la lutte des possédants contre le peuple se devait précéder d'avoir à sa tête Hugenberg.

Ainsi, le régime d'un arbitre suprême, se tenant au-dessus des classes et des partis a conduit nettement à la domination du parti national-allemand, à la domination de la classe la plus cupide et la plus insatiable des possédants. Le gouvernement Hugenberg est la quintessence du parasitisme social. Mais justement parce que ce gouvernement était devenu nécessaire, il s'est avéré impossible dans sa forme propre. Hugenberg a besoin d'un paravent. Aujourd'hui, il ne peut encore s'abriter sous le manteau du Kaiser, il est obligé d'avoir recours à la chemise brune des nazis. Si par la monarchie il est impossible d'obtenir, pour la propriété, la sanction des forces célestes, il n'y a plus qu'à se couvrir de la sanction d'une population réactionnaire et déchaînée.

En associant Hitler au pouvoir on a poursuivi un double but : 1<sup>o</sup> décorer avec les chefs du « mouvement national », la camarilla des possédants ; 2<sup>o</sup> mettre à la disposition immédiate de ceux-ci les troupes d'assaut du fascisme.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que la ligue des gens de la haute a conclu ce marché avec ces malotrus de fascistes. Derrière ces parvenus

déchaînés, il y a beaucoup, beaucoup trop de poings : la est le côté dangereux de ces idées en chemises brunes ; mais la est également leur seul, leur sûr et principal avantage. Et cet avantage décide, car nous sommes dans une époque où la défense de la propriété ne peut-être assurée autrement qu'à coups de poings. On ne saurait se passer des nationaux-socialistes. Mais on ne saurait non plus leur confier le pouvoir réel : la menace du prolétariat n'est pas encore tellement aiguë que les hautes sphères puissent provoquer de propos délibéré la guerre civile avec son issue incertaine. A cette nouvelle étape de l'évolution de la crise sociale en Allemagne correspond la nouvelle combinaison gouvernementale dans laquelle les postes militaires et économiques restent aux mains des seigneurs, tandis que les postes décoratifs et secondaires sont laissés aux plébiens. La fonction officielle mais d'autant plus réelle des ministres fascistes est d'intimider la révolution. Toutefois, l'écrasement et l'extermination de l'avant-garde prolétarienne, les fascistes ne doivent pas l'accomplir autrement que dans les limites tracées par les représentants agrariens et des industriels. Tel est le plan. Mais comment se déroulera son exécution ?

Le gouvernement Hugenberg-Hitler porte en lui un système complexe de contradictions : entre les représentants traditionnels des agrariens, d'une part, et les représentants patentés du grand capital, d'autre part ; entre les nazis et les autres, d'une part, et les oracles de la petite bourgeoisie réactionnaire, d'autre part. La combinaison est extrêmement précaire. Sous sa forme actuelle, elle ne subsistera pas longtemps. Qu'est-ce qui lui succéderait au cas où elle viendrait à s'effondrer ? Etant donné que les principaux leviers du pouvoir ne sont pas dans les mains d'Hitler, et que celui-ci a suffisamment démontré qu'en même temps que la haine du prolétariat, il a une peur organique des classes possédantes et de leurs institutions, on ne saurait conclure complètement l'éventualité de voir les hautes couches sociales, en cas de rupture avec les nazis, essayer à nouveau de reculer dans la voie présidentielle-bonapartiste. Néanmoins, la probabilité de cette perspective qui pourrait, tout au plus, avoir un caractère épisodique, est des plus minimes. Il est infiniment plus probable que la crise continuera à se développer dans le sens du fascisme. Hitler, chancelier, signifie un défi si direct et si manifeste à la classe ouvrière, qu'une réaction de masse, voire dans le pire des cas, une série de réactions dispersées, sont absolument évitables. Et cela suffirait pour que les fascistes se hissent au premier rang, en éliminant leurs mentors trop encombrants. A une seule condition : en admettant que les fascistes eux-mêmes tiennent bon.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir est à coup sûr un coup très dur pour la classe ouvrière. Mais ce n'est pas encore un échec définitif, une défaite irrémédiable. L'ennemi, que l'on pouvait craindre quand il ne faisait que monter, ce coup aujourd'hui une série de postes de commandement. C'est pour lui un grand avantage, mais il n'y a pas encore eu de combats. Le fait d'occuper des positions favorables ne décide pas à lui seul ; ce qui décide, c'est la force réelle.

La Reichswahr et la police, les casques d'acier, les troupes d'assaut des nazis constituent trois armées indépendantes les unes des autres au service des classes possédantes. Mais d'après le sens même de l'actuelle combinaison gouvernementale, ces armées ne sont pas groupées dans une seule main. La Reichswahr, sans parler des casques d'acier, ne sont pas dans les mains d'Hitler. Ses propres forces armées constituent une valeur problématique qui demande encore à être vérifiée. Ses millions d'hommes de réserve sont de la poussière humaine. Pour se rendre maître entièrement du pouvoir, Hitler doit provoquer un semblant de guerre civile (quant à une véritable guerre civile, il en a peur lui-même). Ses collègues à poigne du Cabinet, qui disposent de la Reichswahr et des casques d'acier, préféreraient étrangler le prolétariat par des moyens « pacifiques ». Il sont beaucoup moins enclins à provoquer une petite guerre civile — par peur d'une véritable. De sorte que d'un ministère, ayant à sa tête un chancelier fasciste, jusqu'à une victoire complète du fascisme, il y a encore pas mal de chemin. Cela veut dire que le camp révolutionnaire a encore du temps à sa disposition. Combien ? Il n'est pas possible d'en faire d'avance le calcul. On ne peut le mesurer que par des combats.

#### LE CAMP DU PROLETARIAT

Lorsque le parti communiste officiel déclare que la social-démocratie est le principal soutien de la domination bourgeoise, il ne fait que répéter l'idée qui fut la position de départ lors de la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale. La social-démocratie vote pour le régime capi-

taliste quand la bourgeoisie l'associe au pouvoir. Elle tolère n'importe quel gouvernement bourgeois qui la tolère. Mais même complètement évincée du pouvoir, la social-démocratie continue de soutenir la société bourgeoise en recommandant aux ouvriers de ménager leurs forces en vue de combats auxquels elle ne se propose jamais de les convier. En même temps qu'elle paralyse l'énergie révolutionnaire du prolétariat, la social-démocratie permet à la société bourgeoise de vivre dans des conditions où elle n'a déjà plus la force de vivre et de ce fait elle fait du fascisme une nécessité politique. L'appel même d'Hitler au pouvoir émane du feld-marschal hohenzollernien élu par les suffrages des ouvriers social-démocrates ! La chaîne politique qui va de Wels à Hitler a un caractère personnel évident. A ce sujet il ne saurait y avoir doute avais regard les marxistes. Or la question qui se pose ne consiste pas à interpréter une situation politique, mais à transformer celle-ci révolutionnairement.

Le tort de la bureaucratie stalinienne est non pas d'être « intrinsèque » à l'égard de la social-démocratie, mais que cette intrinsèque est politiquement impuissante. Parant du fait que le bolchevisme, sous la direction de Lénine, en titre d'obligation pour le prolétariat allemand de se grouper autour de Luennmann. Son ultimatum veut dire : tant que les ouvriers allemands n'admettront pas par avance, à priori et sans réserve la direction communiste, ils ne pourront pas même songer à livrer de sérieux combats. Les staliniens ont une autre façon de s'exprimer. Mais toutes les réserves, toutes les réticences, tous les artifices oratoires ne changent rien au véritable caractère de l'ultra-matisme bureaucratique qui a aidé la social-démocratie à livrer l'Allemagne à Hitler.

L'histoire de la classe ouvrière allemande, depuis 1914, forme la page la plus tragique de l'histoire récente. Quelles poignantes trahisons de la part de son parti historique, la social-démocratie, et quelle maladresse et quelle impuissance de la part de son aile révolutionnaire ! Mais il n'est pas besoin de remonter si loin. En ces deux ou trois dernières années de récessions, la politique de la bureaucratie stalinienne n'a pas été autre chose qu'une succession de crimes qui ont littéralement styvé le réformisme et préparé par là le succès du social-fascisme. Aujourd'hui, alors que l'ennemi tient déjà les principaux leviers de commande, la question qui se pose infailliblement est celle-ci : n'est-il pas trop tard pour faire appel au regroupement des forces en vue de la riposte ? Mais là se place une question préalable : que signifie en l'occurrence le mot « trop tard » ? Faut-il le comprendre comme si le revirement même le plus hardi dans la voie de la politique révolutionnaire n'est déjà plus capable de modifier la proportion des forces ? Ou bien signifie-t-il qu'il n'y a ni possibilité, ni espoir d'obtenir le revirement indispensable ? Ce sont là deux questions distinctes.

A la première, nous avons déjà, quant au fond, répondu ci-dessus. Même dans les conditions les plus favorables à Hitler, il lui faudrait de longs mois — et quels mois critiques ! — pour établir la domination du fascisme. Si l'on considère l'accroissement de la situation politique et économique, le caractère menaçant du danger présent, l'effroyable inquiétude du prolétariat, sa multitude, son acharnement, l'existence dans son sein d'éléments combattifs expérimentés, l'incomparable attitude des ouvriers allemands à l'organisation et à la discipline, la question est claire : pendant les mois dont les fascistes ont besoin pour vaincre les obstacles intérieurs et extérieurs et assaillir leur dictature, le prolétariat, moyennant une direction juste, aurait deux et trois fois le temps d'arriver au pouvoir.

Il y a deux ans et demi que l'opposition de gauche a obstinément proposé que toutes les institutions et organisations du parti communiste depuis le Comité central jusqu'à la moindre cellule de province, s'adressent immédiatement aux organisations social-démocrates et syndicales parallèles en leur proposant concrètement des actions communes contre l'écrasement dont est menacée la démocratie prolétarienne. Si l'on avait organisé sur cette base la lutte contre les nazis, Hitler ne serait pas aujourd'hui chancelier et le parti communiste finirait la place dirigeante dans la classe ouvrière. Mais on ne peut revenir en arrière. Les résultats des fautes commises ont eu le temps de se transformer en réalités politiques et ils forment aujourd'hui une partie de la situation objective. Il faut la prendre telle qu'elle est. Un revirement politique — mais un revirement effectif, hardi, déclaré, pleinement réfléchi — peut parfaitement sauver la situation et ouvrir la voie conduisant à la victoire.

Hitler a besoin de temps. La reprise économique, si elle devenait une réalité, ne signifierait pas encore un renforcement du fascisme contre le prolétariat. A la moindre amélioration de la conjoncture, le capital, affamé de profits, éprouverait le plus vif besoin de tranquillité dans les usines et cela modifierait d'embles le rapport des forces en faveur des ouvriers. Pour que dès ses premiers actes, la lutte économique se transforme en lutte politique, il faut que les communistes soient à leurs postes, c'est-à-dire dans les usines et dans les syndicats. Les chefs social-démocrates ont déclaré vouloir un rapprochement avec les ouvriers communistes. Que les trois cent mille ouvriers qui adhèrent à la R. G. O. prennent au mot les réformistes et s'adressent à l'A. D. G. B. en lui proposant d'entrer tout de suite, comme fraction, dans les syndicats libres. A elle seule cette initiative modifierait les sentiments des ouvriers et par conséquent toute la situation politique.

(Voir la suite page 2.)

### Les socialistes votent le 12<sup>e</sup> provisoire de Daladier et son budget de crise

Le ministère Daladier ne possède pas plus de moyens de durer que celui de son prédécesseur Boncour. Il n'avait que le choix, entre le soutien des socialistes, et céder la place à un ministère orienté « à droite ».

Blum et le groupe S. F. I. O. se sont démenés comme de beaux diables pour empêcher le ministère de tomber ; ils ont donc voté les projets budgétaires du gouvernement, et le douzième provisoire demandé par Daladier ; pour cela ils ont dû supporter la responsabilité de faire voter les nouveaux impôts et les économies qui frappent les classes laborieuses. Et cela les gêne pour continuer leur campagne démagogique dans le pays contre les mesures de déflation préconisées successivement par Herriot, Chéron et Daladier.

Cependant, Herriot et l'aile droite radicale, escamotant un refus du soutien socialiste manouvrait pour recueillir la succession de Daladier en l'empêchant d'aller à un Tardieu ou un Flandin. Ainsi les groupes radicaux et droitiers se disputent l'hégémonie dans le prochain ministère qui devra se passer de l'appui socialiste.

Impôts, taxes, diminutions de traitements, tout cela va s'abattre sur les classes laborieuses comme une nouvelle vague. Le prolétariat de l'industrie privée s'en ressentira immédiatement. Inévitablement, le courant de protestation ira en s'amplifiant, les luttes se multiplieront.

Le ministère Daladier ne possède pas plus de moyens de durer que celui de son prédécesseur Boncour. Il n'avait que le choix, entre le soutien des socialistes, et céder la place à un ministère orienté « à droite ».

Blum et le groupe S. F. I. O. se sont démenés comme de beaux diables pour empêcher le ministère de tomber ; ils ont donc voté les projets budgétaires du gouvernement, et le douzième provisoire demandé par Daladier ; pour cela ils ont dû supporter la responsabilité de faire voter les nouveaux impôts et les économies qui frappent les classes laborieuses. Et cela les gêne pour continuer leur campagne démagogique dans le pays contre les mesures de déflation préconisées successivement par Herriot, Chéron et Daladier.

Cependant, Herriot et l'aile droite radicale, escamotant un refus du soutien socialiste manouvrait pour recueillir la succession de Daladier en l'empêchant d'aller à un Tardieu ou un Flandin. Ainsi les groupes radicaux et droitiers se disputent l'hégémonie dans le prochain ministère qui devra se passer de l'appui socialiste.

Impôts, taxes, diminutions de traitements, tout cela va s'abattre sur les classes laborieuses comme une nouvelle vague. Le prolétariat de l'industrie privée s'en ressentira immédiatement. Inévitablement, le courant de protestation ira en s'amplifiant, les luttes se multiplieront.

Mais, maintenant comme dans les mois précédents, la réaction des travailleurs restera encore confuse. Malgré les négociations permanentes entre le pouvoir capitaliste et les socialistes, nombreux sont les travailleurs honnêtes qui croient encore dans les formules démagogiques de Paul Faure ou de Séverac. Nombreux sont ceux qui cherchent le guide pour les actions révolutionnaires de demain. — et qui ne le trouvent pas.

Répetons-le une fois de plus : il ne suffit pas d'une situation objectivement favorable pour que les travailleurs se tournent vers le parti communiste. Il faut en outre que le parti sache répondre aux aspirations prolétariennes, qu'il ne modèle pas sa tactique et son programme selon les intérêts d'une bu-

reaucratie opportuniste dirigeante, mais selon les intérêts des classes prolétariennes prise dans son ensemble.

Dans les circonstances actuelles, le flot des exploités se nourrit encore d'illusions sur les droits de la démocratie, la valeur de la social-démocratie, des réformes, etc... A nous de dissiper ces illusions, de fortifier la conscience de classe des exploités.

Pour cela, l'étape actuelle doit être une étape de regroupement des masses travailleuses, de reconstitution du front unique prolétarien. Il ne s'agit pas là d'une phrase creuse telle que l'emploient les centristes qui n'acceptent le « front unique » que lorsqu'il « reconnaît » la direction de la bureaucratie centriste (par ex. : la C. G. T. U. « Amsterdam », etc...). Il faut proposer aux organisations (sommet et masse) réformistes et autres, un programme d'action de front unique, et abandonner tous les sous-contre-projets de budgets.

Par cette voie, les ouvriers réformistes placeront leurs chefs devant le dilemme suivant : ou le front unique avec Daladier contre la classe ouvrière, ou le front unique proposé par les communistes.

Dans un tel front unique, nous n'avons rien à perdre, et tout à gagner au contraire, à condition, bien entendu que dans ce front unique nous conservions notre pleine liberté de critique et d'initiative.

La direction Doriot-Duclos et Cie attend tout tranquillement que la S. F. I. O. participe au gouvernement ; alors, pense-t-elle, les ouvriers ouvriront les yeux, et viendront vers nous !

Quelle bêtise ! D'abord, il reste probable qu'étant donné la conjoncture politique internationale, et la situation intérieure, la bourgeoisie ne consente pas à admettre les socialistes au gouvernement. Son intérêt peut être de la maintenir dans un état d'opposition pour neutraliser activement la poussée ouvrière. Ensuite, même la participation socialiste ne suffit pas (voir Allemagne et Angleterre) pour ouvrir les yeux aux masses.

Une seule voie s'ouvre, pour laquelle nous lutterons : un programme d'action de front unique, sur des bases acceptables par tous les travailleurs

### Il faut arracher Ta Thu Thau de prison !

## Liberté pour les milliers de révolutionnaires indochinois

Il y a trois ans éclata l'héroïque insurrection de Yen-Bay Elle s'alluma comme le point de départ du large mouvement qui pendant deux années allait dresser les masses opprimées contre l'exploiteur français. Forcé dans la lutte par la fusion de quatre partis de l'Union indochinoise, le jeune parti communiste a été porté à la crête de la vague soulevée au Tonkin, en Cochinchine, dans le Nord et le centre Annam. La profondeur et la combativité du soulèvement des paysans propriétaires de misérables parcelles du Tonkin, des métayers ruinés de la Basse-Cochinchine, des ouvriers des centres a dressé des masses compactes de combattants, depuis des cortèges pacifiques de Cochinchine des premiers mois jusqu'aux colonnes déterminées du Nord et du Centre Annam occupant des régions entières. Cependant que les partis nationalistes se disloquaient sous la poussée des masses, le jeune parti communiste animal sans compter la lutte par l'effort et le dévouement de ses valeureux combattants.

La bourgeoisie française se posait la question : « La France va-t-elle perdre l'Indochine ? » Et l'impérialisme a fait face au déferlement de la vague révolutionnaire par une répression exaspérée, bombardements par avions, colonnes répressives de la légion étrangère, assassinats des révolutionnaires et condamnations accablantes de milliers et de milliers de révolutionnaires qui peuplent ses bagnes et ses prisons.

A l'heure actuelle, après la grande flambée révolutionnaire de 1930-1931, l'impérialisme français, toujours aux prises avec la crise mondiale et la crise agraire qui ravage la colonie, tente d'élargir sa base sociale dans la colonie. Par des réformes (par des aménagements diplomatiques plus que par des concessions économiques), il essaie d'utiliser à son profit le vieil appareil administratif indigène,

les cours royaux et les mandarins. Mais la famine étirent toujours l'immense paysannerie et le prolétariat réduit à l'état d'esclavage des centres miniers. De nouveaux mouvements se préparent, des partis nationalistes se ramènent. Et le parti communiste — sur ce territoire « français » où la lecture d'un tract comporte vingt années de travaux forcés — reconquie les fils de son action et s'efforce de continuer sa tâche.

Au rôle que remplit l'exploitation de l'Indochine dans la puissance de l'impérialisme français, un poste qu'occupe l'Indochine en Asie, se mesure l'importance du mouvement révolutionnaire des exploités et des opprimés indochinois. Ce mouvement ne peut trouver son expression que dans le parti communiste indochinois.

Le mouvement révolutionnaire indochinois a besoin « du soutien idéologique et matériel » de l'Internationale et du parti de la métropole. L'opposition de gauche depuis trois ans s'est efforcée de faire campagne pour ce soutien efficace. Les difficultés matérielles et idéologiques considérables du jeune parti qui se développait dans la vague révolutionnaire et la terreur contre-révolutionnaire nécessitaient cet appui.

Il est nécessaire que les problèmes de stratégie et de tactique du mouvement révolutionnaire indochinois soient portés devant les militants communistes de l'Internationale. L'opposition de gauche a contribué de tout son effort à la juste orientation du jeune parti — auquel l'Internationale donnait dans la lutte et dès les premiers pas son autonomie en grande partie à cause de la carence complète du parti communiste français. L'opposition s'est efforcée de débarrasser le parti de l'idéologie confuse sur la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », elle s'est efforcée de lui donner une perspective claire sur le

VENDREDI 24 FEVRIER, A 20 H. 30

Salle du Tambour, place de la Bastille (XI<sup>e</sup>)

### Réunion Publique et Contradictoire

Assez de palabres sur l'unité de la jeunesse ouvrière ! Maintenant, il faut agir.

Orateurs : RIMBERT et ATLAN, du Groupe des Jeunes de la Ligue.

# DEVANT LA DÉCISION

(Suite de la première page)

Or ce revirement est-il possible ? C'est actuellement tout le problème. D'ordinaire, les vulgarisateurs de Marx, qui penchent au fatalisme, ne voient rien dans l'arène politique en dehors des causes objectives. Cependant, plus la lutte de classe devient aiguë, plus elle s'approche du dénouement et plus souvent elle confie à un parti déterminé et à sa direction la clef de la situation. Aujourd'hui la question se pose ainsi : puisque à l'époque la bureaucratie stalinienne s'est maintenue dans la voie de l'ultimatisme stupide, malgré la pression de dix atmosphères politiques, s'éverera-t-elle capable de résister à la pression de cent atmosphères ?

Mais il se peut aussi que les masses interviennent, en renversant les barrières dressées par l'appareil, à l'instar de ce qui s'est passé à Berlin lorsque éclata la grève des transports urbains ? Il va sans dire qu'on ne saurait en aucun cas exclure l'éventualité d'un mouvement spontané des masses. Mais pour être efficace, il devrait avoir cette fois cent fois plus d'ampleur que la grève de Berlin. Le prolétariat allemand est suffisamment puissant pour déployer un tel mouvement, même si d'en haut on y faisait obstacle. Mais les mouvements spontanés s'appellent justement ainsi parce qu'ils éclatent malgré la direction. Il s'agit donc de savoir ce que le parti doit faire pour donner l'impulsion au mouvement de masse, pour l'aider à se déployer, pour en prendre la tête et lui assurer la victoire...

Les dépêches d'aujourd'hui ont apporté de nouvelles d'une grève générale à Lübeck pour répondre à l'arrestation d'un fonctionnaire social-démocrate. Il va sans dire que si le fait est exact, il ne réhabilite pas dans la moindre mesure la bureaucratie social-démocrate. Mais il condamne sans retour les stalinistes et leurs théories du social-fascisme. Seuls le développement et l'aggravation de l'antagonisme entre les nationaux-socialistes et les social-démocrates peuvent, après toutes les fautes commises, sortir les communistes de l'isolement et ouvrir la voie à la révolution. Or ce processus que la logique des rapports eux-mêmes porte en elle, on ne doit pas le contrecarrer, mais l'aider. Pour cela, il faut une politique hardie de front unique.

Il va de soi que les élections de mars, auxquelles s'accrochera la social-démocratie pour paralyser l'énergie des ouvriers, ne décident rien par elles-mêmes. S'il ne se produit pas avant les élections certains événements importants qui porteront l'ensemble de la question sur un autre plan, le parti communiste doit automatiquement accroître ses suffrages. Cet accroissement sera infiniment plus grand si le parti communiste prend dès maintenant l'initiative du front unique défensif. En effet, aujourd'hui il s'agit de la défensive ! Mais le parti communiste peut se perdre si, à la suite de la social-démocratie, même sous d'autres formules il transforme l'agitation électorale en tapage purement parlementaire, en moyen de détourner l'attention des masses de leur impuissance actuelle et des préparatifs de défense. De même pour la campagne électorale, une politique hardie de front unique est aujourd'hui la seule base juste.

Encore une fois, le parti communiste aura-t-il assez de force d'opérer le revirement ? Les ouvriers communistes auront-ils assez d'énergie et de résolution pour aider la pression de cent atmosphères à se frayer un passage dans les crânes bureaucratiques ? Aussi pénible qu'il soit de le reconnaître, c'est pourtant ainsi que la question se pose aujourd'hui...

Les lignes qui précèdent étaient déjà écrites quand les journaux allemands nous ont appris, avec un inévitable retard, que Moscou avait finalement donné le signal d'alarme au Comité central du parti communiste allemand : le moment est venu de s'entendre avec la social-démocratie. Je n'ai pu encore confirmation de cette nouvelle velle mais elle semble véridique; la bureaucratie stalinienne n'ordonne le tournant qu'après que les événements assènent à la classe ouvrière (en U.R.S.S., en Chine, en Angleterre, en Allemagne) un coup sur la tête. Ce n'est que lors-

que le chancelier fasciste ait brisé les mitrailleuses sur la tête du prolétariat agité qu'à ce moment le président de l'I. C. s'est avisé et qu'il s'est dit : « Le moment est venu de lâcher la corde. »

Il va sans dire que l'opposition de venue se placera des deux pieds sur le terrain de cet aveu tardif et s'efforcera d'en tirer pour la victoire du prolétariat tout ce qui sera possible. Mais en même temps, elle n'oubliera pas un instant que la volte-face de l'I. C. est tout simplement un zigzag empirique effectué sous l'effet de la panique. Les gens qui identifient la social-démocratie au fascisme sont capables, dans la lutte contre le fascisme, d'en arriver à idéaliser la social-démocratie. Il faut veiller d'un œil vigilant au maintien de la complète indépendance politique du communisme : combiner les coups sur le terrain d'organisation, mais ne pas confondre les étendards ; faire preuve d'une entière loyauté à l'égard de l'allié, mais le surveiller en tant qu'ennemi de demain.

Si la fraction stalinienne opère effectivement, le tournant que dicte toute la situation, l'opposition de gauche prendra évidemment sa place dans les rangs communs de combat.

Mais la confiance des masses dans le tournant sera d'autant plus grande que celui-ci sera opéré de la façon la plus démocratique. Le discours de Tachmann ou le manifeste du Comité central n'est pas suffisant devant l'ampleur actuelle des événements. Il faut la voix du parti. Il faut un congrès du parti. Il n'y a pas d'autre voie pour rendre au parti la confiance en lui-même et accentuer la confiance des ouvriers en celui-ci ! Le Congrès doit se réunir dans deux ou trois semaines, pas plus tard que l'ouverture du Reichstag (si toutefois celui-ci se réunit).

Le programme d'action est simple et clair : Proposition immédiate aux organisations sociales-démocrates de former de haut en bas le front unique défensif ;

Proposition immédiate à l'A. D. G. B. d'intégrer le R. G. O. dans les syndicats ;

Préparation immédiate d'un Congrès extraordinaire du parti.

Il y va de la tête de la classe ouvrière allemande, de la tête de l'I. C. et — ne l'oublions pas — de la tête de la République soviétique.

Prinkipo, le 3 février 1933.

(1) A la lumière des derniers événements et avec l'écran des fautes tragiques du stalinisme, l'anecdote de la capitulation de Weill et consorts ressemble à l'intermède du bouffon dans la tragédie de Shakespeare. Ces gens déclaraient hier : a) le danger du fascisme est liquidé grâce à la politique juste du parti ; b) la politique du front unique, naguère admissible, est désormais contre-révolutionnaire. Le lendemain de ces aveux, Hitler arrivait au pouvoir et Staline déclarait que la politique du front unique, naguère contre-révolutionnaire, est désormais nécessaire.

L. Trotsky.

## Avec Nuauping, réclamez la libération de Tchen-Dou-Siou !

Nuauping a été libéré. Nous nous en félicitons ! Mais il ne faut pas s'arrêter là ! Dans les geôles du Kuemintang à Nankin, notre camarade Tchen-Dou-Siou est toujours emprisonné, en butte aux pires traitements.

A l'heure qu'il est, l'HUMANITÉ n'a pas encore soufflé mot à son sujet, le livrant ainsi à la répression de Tchang-Kai-Chek ! Camarades ! partout où vous vous trouvez, faites voter un ordre du jour en faveur de Tchen-Dou-Siou ! Envoyez votre protestation à l'Ambassade de Chine à Paris ! Nous apprenons qu'aux Etats-Unis, un puissant courant se déclanche en faveur de Tchen, malgré les calomnies stalinienne. Non seulement des ouvriers communistes, mais aussi des intellectuels libéraux, sont intervenus en sa faveur, parmi lesquels Th. Dreiser, H. Anderson, Upton Sinclair, O. G. Villard, etc...

Seuls les stupéfiés de Staline n'osent élever la voix de peur de perdre leur prébende.

Les journaux français qui se réclament du prolétariat se tairent-ils toujours ?

Devant le fascisme en Allemagne

# L'Internationale communiste à un tournant historique

Lorsque le camarade Trotski lança avec son écrit : *La clef de la situation est en Allemagne*, l'avertissement pressant aux prolétaires de tous les pays, à l'Internationale Communiste, au Parti communiste de l'U.R.S.S., sur le danger de Hitler, de la contre-révolution fasciste en Europe Centrale, cet écrit pour les prolétaires les plus conscients parut prendre la signification qu'eut l'écrit de Lénine du 7 octobre 1917 : *La crise approche*. Deux situations sans doute très différentes; deux époques sensiblement diverses. C'était en 1917 la veille de la Révolution prolétarienne; c'était en 1933, la veille de la contre-révolution fasciste en Allemagne. Mais dans l'un et dans l'autre aversissement, dans celui de Lénine de 1917 et dans celui de Trotski de 1933, malgré la différence entre les deux époques on rencontre le même esprit révolutionnaire et internationaliste, la même clairvoyance, la même force.

Maintenant, il ne s'agit plus d'être question de prévoir; maintenant il s'agit de voir. Hitler est au pouvoir. Et combien la tâche de mener sa lutte ouverte pour l'écrasement des organisations, de toutes les organisations de la classe ouvrière lui est facilitée. Le combat que social-démocrates et stalinistes pensaient pouvoir éviter par la soumission et la docilité est actuellement inévitable. Ou bien ce sera l'anéantissement sans la lutte. Evident que seuls des traités à la cause du prolétariat peuvent envisager, et s'y rendre.

Le prolétariat allemand est loin d'avoir épuisé son énergie révolutionnaire. Tout en ayant été énormément affaibli par les multiples trahisons des chefs social-démocrates et les erreurs sans cesse croissantes des directions stalinienne, le prolétariat allemand garde une capacité et une possibilité de lutte susceptible encore de barrer la route au triomphe du régime hitlerien et de le rendre définitivement impossible. Mais cette possibilité dépend de la politique du Parti communiste d'Allemagne et de l'Internationale communiste.

Nous sommes indéniablement arrivés à un tournant de la Révolution internationale. Vérité qu'on ne doit cacher ni à soi-même ni aux prolétaires de tous les pays. L'Internationale communiste, au contraire, se fait; elle demeure muette de crainte d'être forcée de tirer la somme terrible de cette dernière décennie. Mais en se taisant, en fermant obstinément la bouche, en supportant « patiemment » la marche en avant des troupes hitlériennes, elle ne fait qu'aller à sa perte, entraînant la perte du prolétariat allemand. Car, — comme disait Lénine, — l'internationalisme ne consiste pas dans des phrases, des déclarations de solidarité ou des résolutions; mais dans l'action.

Or, aucune illusion n'est possible sur les conséquences internationales qu'aurait la victoire définitive d'Hitler en Allemagne, c'est-à-dire sur les conséquences de l'écrasement du prolétariat allemand.

« Tout l'avenir de la Révolution russe est en jeu. Tout l'avenir de la Révolution ouvrière internationale est en jeu ». Ces paroles de Lénine en 1917 sont, terriblement actuelles. C'est le même problème historique qui se pose, aujourd'hui comme en 1917. En 1917 en Russie il s'agissait d'empêcher la répression de l'insurrection paysanne, ce qui aurait sonné « le glas de la révolution » et signifié « le triomphe définitif du régime de Krolifol »; en sauvant la révolution russe on sauvait la première forteresse de la « révolution prolétarienne universelle ». Au moment où nous sommes, c'est la victoire de la contre-révolution fasciste en Allemagne qui met en jeu « tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale ». Ce fait à lui seul, prouve combien est funeste et erronée la théorie stalinienne du « socialisme en un seul pays », théorie qui a réduit l'internationalisme

prolétarien à des déclarations de solidarité abstraite; théorie qui a affaibli, désagrégé, désarmé la classe ouvrière dans tous les pays en créant l'illusion d'une « neutralisation » de la bourgeoisie mondiale vis-à-vis du premier Etat ouvrier, en considérant la Révolution internationale, la Révolution européenne avant tout, comme un fait n'intéressant pas la construction du socialisme en U.R.S.S.

Maintenant, pour chaque ouvrier communiste il est clair ce qu'a signifié, ce que signifie cette politique du « socialisme en un seul pays ». L'Internationale Communiste elle-même, avec toutes les conquêtes de la Révolution d'octobre n'est mise en danger. Et c'est en Allemagne qu'aujourd'hui la partie la plus importante se décide : la contre-révolution hitlérienne prenant la tête de la contre-révolution internationale, le prolétariat allemand représentant, en ce moment les intérêts plus vitaux de la révolution mondiale. La partie doit être décidée dans une direction ou dans l'autre; et de cette victoire de la contre-révolution ou de la révolution dépendra le retour à la « Sainte Alliance » de toutes les puissances du passé, ou la voie répondant aux exigences de l'époque moderne, la voie des *Etats-Unis Soviétiques d'Europe*.

L'Allemagne à elle seule épuise le problème de la « Révolution permanente ». La vérité de Marx qu'aucune trêve, aucun répit n'est possible pour les forces de la révolution (pour la classe ouvrière), « avant d'avoir ruiné, anéanti la puissance par laquelle l'ancienne société s'affirme »; cette vérité se trouve pleinement confirmée. « Après la révolution, la contre-révolution permanente devient (pour les forces de la vieille société), une question d'existence de tous les jours ». La bourgeoisie allemande, après avoir utilisé la social-démocratie pour l'écrasement de la révolution de 1918, est poussée aujourd'hui à risquer la contre-révolution fasciste, en armant les masses petites-bourgeoises mécontentes pour les jeter contre la classe ouvrière dans le but de lui retirer les dernières concessions, afin de sauvegarder ses propres profits au prix de la répression plus féroce et de l'affaiblissement du peuple travailleur.

De même, à l'échelle internationale. « Pas de trêve entre les deux sociétés (bourgeoise et prolétarienne). Leurs intérêts matériels, leurs besoins, exigent une lutte à mort : l'une des deux doit triompher; l'autre doit succomber ». Voilà selon les termes mêmes de Marx « la seule entente qui puisse s'établir entre elles ».

Pas de doute donc que nous sommes actuellement à un tournant décisif de la période révolutionnaire ouverte par la victoire des bolcheviques en octobre 1917. Pas de doute qu'Hitler cherche à captiver à l'impérialisme allemand les faveurs et les concessions des puissances de Versailles en se faisant le bourreau du prolétariat de son pays et le Gallifet de la Commune russe. On supportera tout ça sans rien y opposer ?

En 1917, Lénine affirme : « Il n'est pas douteux que si les bolcheviques se laissent prendre au piège des illusions constitutionnelles, de la « loi » en la convocation de la Constituante, de l'attente du Congrès des Soviets, etc, il ne seraient que des misérables traités à la cause du prolétariat ». Avec Lénine nous pouvons répéter aujourd'hui : « Se laisser prendre au piège des illusions des « pactes de non-agression », de la « construction du socialisme dans un seul pays »; quitter le chemin de la révolution internationale, fermer les yeux sur la contre-révolution fasciste menaçant le prolétariat allemand, l'U.R.S.S., tout le prolétariat mondial, c'est trahir la cause du prolétariat ».

Le seul moyen de tenter l'effort suprême pour conjurer cette catastrophe, pour faire face à la crise qui prend au cœur le communisme mondial, c'est un tournant décisif de la part de l'Internationale Communiste, avec le rappel, en ce moment si lourd de responsabilité et de danger, aux postes de lutte et de direction qui leur reviennent de droit de tous les camarades de l'Opposition de gauche (bolcheviques-léninistes), et en premier lieu les camarades de l'Opposition russe jetés dans la voie de l'exil ou de la déportation; le camarade Trotski, le camarade Rakowski, les centaines et centaines d'autres anciens combattants de la Révolution d'octobre.

La convocation immédiate du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste demandée par la pré-conférence de l'Opposition de gauche, acquiert ainsi un caractère d'urgence et de nécessité. Ce Congrès, avec la participation de l'Opposition Internationale de gauche, doit prouver aux prolétaires de tous les pays que l'Internationale Communiste ne veut pas succomber; que l'Internationale Communiste, au contraire est capable de se régénérer pour combattre et pour vaincre. *Que fait-elle ? que veut-elle faire l'Internationale Communiste ?* Voilà la demande que tout prolétaire conscient se pose anxieusement, en attendant qu'on y réponde. Que l'Internationale communiste retrouve son initiative et son internationalisme prolétarien; et elle verra se grouper à ses côtés toutes les forces saines et homètes, prêtes à la lutte, du prolétariat mondial.

FÉROCI.

but à attendre, la dictature du prolétariat; elle a combattu la conception antimarxiste du parti bipartite ouvrier et paysan, particulièrement dangereux dans un pays où la population rurale représente quatre-vingt quinze pour cent de la population; elle a appelé le parti à se forger sur la base du marxisme-léninisme, à se débarrasser de l'idéologie nationaliste, de la petite-bourgeoise introduite dans ses rangs par les transfuges des partis nationalistes déshonorés; dans l'époque où la vague révolutionnaire soulevait d'amples organisations paysannes, elle a appelé le parti à lier le mouvement des paysans au mouvement du prolétariat des centres miniers et urbains, la vraie force motrice de la révolution; elle l'a mis en garde contre la conception de la croissance rectiligne des mouvements paysans et s'est efforcé de l'armer pour la période actuelle d'un programme d'agitation démocratique révolutionnaire grâce auquel un parti communiste solide peut frayer aux masses la route vers la révolution.

La voie de l'opposition de gauche trouve son chemin dans le jeune parti. L'expérience de la révolution chinoise, perdue par les fautes du stalinisme, crée des bases pour la lutte du marxisme-léninisme dans le parti communiste indochinois pour le fortifier et le rendre capable de vaincre.

C'est le devoir des militants de l'Internationale communiste d'intensifier l'aide et la collaboration politique en demandant une information sérieuse sur les problèmes ardu du travail du P. C. 1. Aujourd'hui où en est le parti ? où va-t-il ?

Cette aide est indissolublement liée à l'aide matérielle et au soutien effectif de la lutte révolutionnaire. Il y a quelques semaines la sûreté générale opérant un coup de filet à Saigon sur une réunion de délégués communistes venus de provinces pour remettre sur pied le travail, d'après les journaux impérialistes. A l'heure actuelle, se poursuit dans le mystère le procès intenté contre une quarantaine de communistes oppositionnels poursuivis au nom des « lois sur les menées contre la sûreté publique » qui couvre tous les crimes de la bourgeoisie impérialiste. Parmi eux se trouve l'étudiant Ta Thu Tau et d'autres étudiants et travailleurs; ils furent parmi les courageux manifestants qui, au milieu des ouvriers français, exigèrent devant l'Élysée l'amnistie pour les victimes de la répression colonialiste. La justice de sûreté générale prépare contre eux des épreuves « amalgamées » avec des criminels de droit commun. Un juge qui s'appelle Lavand rempli cette besogne. Ces faux sont aux faux de Hambourg, ce que le régime de Poulou-Condor est au régime de la Santé. Il faut arracher nos frères de lutte aux griffes de la bourgeoisie française. Il faut arracher l'amnistie intégrale pour les milliers de révolutionnaires indochinois.

Pendant ces trois années de lutte du P. C. indochinois, quel est le bilan du soutien apporté par le prolétariat français et son avant-garde, le parti communiste ? Sans retard, il faut une campagne ample, énergique et suivie. A la Chambre, des interpellations contre les gouvernements de « gauche ». Des candidatures indochinoises aux élections, une information sérieuse du parti sur les questions coloniales et l'Indochine. Une grande campagne pour lier le prolétariat de la métropole à l'envoi d'une délégation ouvrière.

Qu'a fait notre parti depuis le jour où Thorez devait dire à Moscou : « AUCOURD'HUI, DEVANT LA RÉVOLUTION EN INDOCHINE, L'ACTIVITÉ DE NOTRE PARTI EST SCANDALEUSEMENT INSUFFISANTE ? »

GIAL-PHONG.

## Note de l'Administration

Plusieurs camarades abonnés se plaignent de ne pas recevoir régulièrement la « Vérité ». Nous tenons à assurer ces camarades que chaque numéro du journal leur est envoyé et qu'il ne peut s'agir que de sabotage de la part de la poste ou du concierge. Nous les prions de nous adresser leurs réclamations chaque fois qu'ils n'auront pas reçu le journal.

Les camarades dont l'abonnement est échu en sont prévenus par circulaire. Nous supprimons l'envoi du journal que lorsque nos abonnés ne répondent pas à cette circulaire en nous envoyant leur réabonnement.

L'administration.

## Cours d'Éducation

Notre 4<sup>e</sup> séance ne put avoir lieu mercredi dernier. Elle est reportée au  
**JEUDI 23 FÉVRIER**  
**SALLE DU CAFE AUGÉ**  
6, rue des Archives

Sujet : Le mouvement ouvrier dans la période de l'impérialisme : La guerre et l'échec de la 2<sup>e</sup> Internationale.

# Le problème du désarmement et le Traité de Versailles

Mieux que toutes les explications orales ou écrites, les événements de ces dernières années et surtout l'invasion de la Mandchourie par le Japon ont réduit à néant la théorie des pacifistes qui affirmait que la Société des Nations assurerait la paix.

Une fois de plus l'expérience a démontré que vouloir supprimer la guerre en régime capitaliste c'est rêver de petit bourgeois berné.

La discussion qui a eu lieu, sur les bords du lac Léman, au sujet du plan français a mis à jour avec beaucoup d'acuité les antagonismes inter-capitalistes.

Deux blocs se distinguent : La France et tous ses vassaux de l'Europe Centrale et l'Angleterre d'un côté; l'Allemagne et l'Italie — derrière lesquelles se trouve la main de l'Amérique — de l'autre. Nous pouvons constater que, sous la pression de l'impérialisme yankee, le bloc France-Angleterre se désagrège tandis que le bloc Allemagne-Italie — surtout après la venue d'Hitler au pouvoir — se renforce.

Toute la question tourne autour du traité de Versailles. La France est très pacifiste dans le cadre du traité de Versailles : « Le respect des traités ». L'Allemagne est aussi pacifiste, mais pour « l'égalité des droits ».

C'est dans cette lutte des uns pour le

respect des traités, des autres pour leur abolition ou révision que se dessinent nettement les antagonismes qui conduisent à une nouvelle guerre.

Dans cette lutte, les Etats-Unis, qui ont besoin de se débarrasser de deux concurrents en Europe et dans le monde : la France et l'Angleterre, essayent, par leur pression, de briser le bloc franco-anglais et semblent y réussir. Les derniers événements sur les dettes, les pourparlers séparés entre Londres et Washington le prouvent. Et dans le récent débat de Genève Londres et Paris ne furent pas si d'accord qu'on aurait pu le penser et le plan français semble recevoir un échec.

Mais nous ne pouvons pas examiner l'évolution des événements sans tenir compte de l'U. R. S. S.

Quelle sera son attitude ? C'est là une question à laquelle tous les communistes doivent pouvoir répondre. Car, dans ces antagonismes, l'U. R. S. S. continue-t-elle à remplir véritablement son rôle de bastion du prolétariat international ?

Le récent discours de Litvinov à Genève paraît marquer un certain tournant de la politique extérieure de la Russie. De même que la presse russe a une attitude assez

hésitante sur cette question, la presse française éprouve une joie dans ce changement. Herriot s'en va en félicitations et fait de Litvinov le meilleur représentant du pacifisme.

Des pourparlers ont lieu entre l'U.R.S.S. et divers pays capitalistes. Pacte de non-agression ou rapports économiques, l'U. R. S. S. s'engage dans — ce que la Révolution avait banni — les discussions secrètes.

Nous reviendrons sur cette question. Signalons simplement la ridicule et naïve affirmation de Litvinov qui mit en demeure les Etats capitalistes de déterminer l'agresseur comme étant celui qui envahit le territoire de l'autre. Péri dans l'*Humanité* appelle cela « une vérité légitime ». En 1914 l'Allemagne a envahi la Belgique si on admet le raisonnement de Litvinov-Péri, le traité de Versailles avec son paragraphe qui rend l'Allemagne responsable de la guerre est entièrement justifié. Ainsi en fait de « vérité-légitime » Litvinov-Péri sont des étrangers au léninisme.

Revenons à l'attitude de l'U. R. S. S. Deux hypothèses sont en présence :

1<sup>o</sup> Les forces prolétariennes reprenant le dessus, la bureaucratie stalinienne balayée, la théorie du socialisme dans un seul pays reléguée au musée des utopies, l'Internationale communiste redressée, l'opposition de gauche réintégré et Trotsky reprenant sa place de combat pour la révolution mondiale, nous verrions se constituer le bloc U. R. S. S., prolétariat mondial, contre le bloc des Etats capitalistes.

2<sup>o</sup> Persistant dans sa conception du socialisme dans un seul pays, continuant sa lutte contre les oppositionnels, les forces thermidoriennes prenant de plus en plus le dessus, l'U. R. S. S. abandonnerait complètement l'idée de révolution mondiale et

s'orienterait dans la voie de l'alliance militaire avec un des blocs capitalistes. Dans ce cas ce serait la mort de la III<sup>e</sup> Internationale. Un 4 août 1914 renouvelé sous une autre forme.

Laquelle de ces deux hypothèses se réalisera ? Tout dépend du rapport des forces. La clef du problème est en Allemagne. Si le fascisme est battu et la révolution triomphante il se produira un redressement de l'I. C. et la première hypothèse deviendra une réalité. Si par contre le fascisme réussit à écraser le prolétariat le mouvement ouvrier mondial subira une grande défaite et devant le triomphe de la réaction la bureaucratie stalinienne s'engagera dans la deuxième hypothèse.

Devant cette situation, le parti communiste est sans perspective. Toute son agitation se borne à trois mots d'ordre : la défense de l'U. R. S. S., désarmement sur la base des propositions de Litvinov, abolition du traité de Versailles.

Le premier de ces mots d'ordre est juste mais son application est fautive. Les staliniens voient la défense de l'U. R. S. S. à travers les pactes de non-agression ou à la manière du congrès d'Amsterdam.

Quant au désarmement, que l'U. R. S. S. use de diplomatie c'est une chose admissible. Mais que le P. C. fasse de cette diplomatie la base de son action voilà qui est enboîter le pas à la II<sup>e</sup> Internationale. Le désarmement n'a jamais été et ne sera jamais un mot d'ordre révolutionnaire. C'est un songe creux de ceux qui veulent la paix dans les cadres du régime capitaliste.

Les communistes ne doivent pas lutter pour le désarmement, ils ne sont pas pour la destruction des armes. Ils sont pour l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie. Ils doivent expli-

quer aux ouvriers qu'il ne faut pas détruire mais s'emparer des armes. Quoique les communistes soient prêts à exiger toute réduction du service militaire, ils doivent baser l'action principale sur la conquête de l'armée par une propagande tenace dans son sein.

Le prolétariat doit, ceci ne fait pas l'ombre d'un doute, lutter pied à pied contre le traité de Versailles. Nous devons expliquer aux ouvriers que ce traité n'est que le moyen par lequel l'Angleterre et surtout la France imposent leur domination en Europe. Mais la lutte uniquement contre le traité de Versailles, comme le fait Péri dans l'*Humanité*, n'est que bavardage, c'est une fois de plus enboîter le pas à la II<sup>e</sup> Internationale, qui considère que par la révision du traité de Versailles on peut éviter la guerre.

Le mot d'ordre « A bas le traité de Versailles », n'aura une portée révolutionnaire que s'il est lié à celui des « Etats-Unis soviétiques d'Europe ».

L'Europe craque de tous côtés. Le traité de Versailles ne fait qu'aggraver ce craquement. Nos bourgeois qui croyaient imposer leur domination avec ce traité n'ont réussi qu'à jeter l'Italie dans les bras de l'Allemagne et, avec la pénétration de l'Amérique en Europe, nous allons droit à une guerre. Et si l'évolution de la Russie se produit dans le sens de la troisième hypothèse citée plus haut, la neutralité de la Suisse ne sera plus qu'un chiffon de papier et Genève, le siège sacré de la S. D. N. et le lieu de toutes les conférences de désarmement pourrait bien devenir un champ de carnage où viendraient se consumer les armes modernes qui ont fait, dans cette même ville, l'objet de tant de discussions.

Pourriture idéologique

Sous la direction de la fraction stalinienne, le parti continue à s'éloigner du chemin du véritable marxisme léninisme.

Au cours de notre meeting du 10 février, à la salle du Tambour, un membre du parti traita un de nos camarades indochinois de « stalinien ».

Dans une autre réunion publique de la Ligue communiste, un militant du parti, parlant au sujet de l'Opposition dans le parti polonais, crut indispensable de faire remarquer que, d'ailleurs, les trotskystes de Varsovie, c'est presque tous des juifs.

Nous n'avons nullement l'intention de chercher, si cette affirmation correspond, oui ou non, à la réalité, ni si le pourcentage des Hébreux est moins élevé dans les rangs de la fraction stalinienne que dans ceux de l'Opposition de gauche.

Une fois quitté le terrain solide du marxisme internationaliste, une fois adoptée la théorie du socialisme dans un seul pays, on glisse de plus en plus dans le marais du nationalisme et du chauvinisme des plus excrécables.

Un fait d'un genre un peu différent, mais montrant également l'étendue du désastre, cause déjà par l'esprit national réformiste de la bureaucratie soviétique et par son emprise sur toutes les sections de l'U.R.S.S. dans une cellule de la région parisienne on discute au sujet des événements d'Allemagne; quelqu'un reproche au P.C.A. de freiner la lutte contre le fascisme par les appels à « ne pas se laisser provoquer ».

Ce que les bureaucrates stalinien n'osent pas encore dire tout haut, leurs naïfs suiveurs le tirent déjà comme conclusion de la tactique du Parti, « entièrement juste », bien entendu... Le stalinisme contaminé de plus en plus la mentalité des militants même les plus sincères, qui commencent à estimer que la République soviétique ne gagnerait pas tant que cela à la victoire de la Révolution allemande et qu'en fin de compte il vaut mieux assurer la tranquillité à la bureaucratie de l'U.R.S.S. que de priver au dénouement révolutionnaire de la crise politique allemande.

Que l'existence même du premier Etat prolétarien pourra être mise en danger, du fait de la victoire de Hitler et de la destruction des organisations ouvrières allemandes, on n'en tient guère compte; le socialisme n'est-il pas parfaitement et intégralement réalisable dans les limites d'un seul pays?

On se demande avec inquiétude, où en arrivera-t-on... On se souvient de l'histoire de la IIe Internationale, de la lente infiltration des conceptions révisionnistes et nationalistes dans ses rangs, ainsi que de la banqueroute idéologique honteuse, qui en résulta, au grand tournant de l'histoire... Que va devenir P.L.C.? Le dilemme est clair. Ou bien le retour aux conceptions bolcheviks-léninistes, internationalistes et révolutionnaires, ou bien l'on pâtira dans la boue pour sombrer un jour dans le cloaque du chauvinisme et du national-réformisme. Aucune troisième variante n'est possible. Le feu et la glace ne peuvent pas coexister: l'un, doit s'étendre ou, l'autre, fondra!

Il n'y a pas à désespérer pourtant. La base du Parti est dans sa presque totalité, sincèrement attachée aux idées de Marx et de Lénine. Mais il est indispensable qu'on réagisse violemment et sans merci contre toute manifestation de l'esprit chauvin ou réformiste; il est nécessaire que les cellules prononcent l'exclusion immédiate contre qui conque ose se servir des expressions telles que « chinetocs », surtout quand on les lance à l'adresse des vaillants camarades annamites qui manifestèrent courageusement devant l'Élysée en faveur des condamnés de Yen-Bay!

Le parti organise à Lille, le 5 mars une controverse publique. Nous serons présents à cette controverse, nous apporterons devant les ouvriers communistes les méthodes de lutte que Lénine et Trotsky ont toujours préconisées et qui ont amené la révolution à la victoire. L'essentiel pour nous ce sera la démonstration éclatante pour les ouvriers communistes que nous ne sommes pas des contre-révolutionnaires. Ceux-ci doivent exiger que nous avons le droit d'apporter nos conceptions, l'intérêt du prolétariat allemand et la Russie des Soviets l'exige.

DEVREYER Eugène. Mais il ne suffit pas de se débarrasser de la pourriture; il faut encore cultiver le bon grain. La masse des militants du Parti et des Jeunesses manque de solide éducation marxiste. La direction actuelle ne la lui donnera pas. Elle n'en a pas elle-même et puis, l'éducation de la base a si peu d'importance pour elle que la direction en fut confiée un jour à un ignorant comme Sémard qui ose se vanter, dans une assemblée de militants qu'il « n'a pas lu le Capital » et qu'il ne le lira pas. C'est aux cellules de prendre l'initiative de se procurer les œuvres de Marx et d'Engels, de Lénine et de Trotsky, de les lire, de les discuter et méditer, et d'en tirer les enseignements pour les luttes à mener.

Que les communistes sincères, dévoués et intelligents concentrent leurs efforts afin de consolider le Parti communiste au communisme!

- SERVICE DES LIVRES DE « LA VÉRITÉ »
L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923) 3 fr. 50
L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme (1925) 3 fr. 50
L. TROTSKY. — Les problèmes de la Révolution allemande (1934) 1 fr. 50
TROTSKY. — Et maintenant ? (1932) 3 »
L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924) 1 fr. 50
L. TROTSKY. — La seule voie. QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande à 1 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1930 (n° 17 à 26) 30 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1931 (n° 27 à 35) 20 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1932 (n° 36 à 45) 20 fr. »
Adresser les commandes, 23, rue des Vinaigriers, Paris (Xe), La Vérité.
Compte chèque postal : Frank-1368-55, Paris.

LA VIE OUVRIÈRE

LILLE Réponse à un bourreur de crânes

Dans l'Enchaîné du 10 février, un rédacteur qui aime sans doute à défaut d'autres capacités, bourrer le crâne aux camarades du Parti, essaye de nous salir et de dresser ces derniers contre nous en apportant certaines allégations toutes plus fausses les unes que les autres.

Dans quel but ce bureaucrate fait-il cela ? A notre avis, tout simplement pour esquiver une explication sur la dérobade du Parti et des Jeunesses lors de la tenue d'une réunion publique organisée par les J. S. au Conservatoire de Lille. Voilà où en sont tombés les dirigeants du Nord ! Qu'ils se dérobent lorsque l'occasion est favorable pour exposer le point de vue du Parti sur l'Unité et particulièrement sur la scission et sur la situation en Allemagne, cela juge leurs capacités révolutionnaires !

Nous avons été à cette réunion où notre camarade Rimbert exposa notre point de vue sur l'Unité et autres questions à l'ordre du jour.

On reste étonné de lire dans l'Enchaîné que nous sommes d'accord avec la social-démocratie. Et le mieux c'est que le gogai qui a fait cet article reprend à son compte les affirmations du Popu qui sont entièrement fausses, selon lesquelles notre camarade Rimbert fit le procès des « hommes que Moscou délègue à la propagande du bolchevisme en France ».

Ainsi sans avoir contrôlé les dires de notre camarade, on reprend les articles du journal S. F. I. O. dans l'unique but de salir des ouvriers révolutionnaires sincères, qui se dressent contre la politique absurde pratiquée par les dirigeants du parti. L'on reprend les mensonges des social-démocrates qui eux ont tout intérêt à jeter la confusion chez les ouvriers communistes.

Nous méprisons de telles méthodes et nous disons en toute franchise qu'il serait préférable au lieu de passer son temps à essayer de nous insulter dans l'Enchaîné, d'entretenir les ouvriers communistes sur les événements d'Allemagne. Pas un mot n'est dit à ce sujet dans le numéro du 10 février.

Ceci dit, revenons à cette réunion où solidement nous avons démontré l'accord qui existe entre les trotskistes et la S. F. I. O.

Notre camarade Rimbert démontra d'une façon nette comment et pourquoi la scission de Tours fut nécessaire, il souligna la responsabilité des chefs de la social-démocratie dans l'assassinat de Rosa et de Karl Liebknecht. Il démontra la faillite de la IIe Internationale dans la guerre de 14 à 18 et de toute la politique des chefs socialistes depuis la guerre.

Avec des arguments sérieux il démontra que l'unité politique avec la S. F. I. O. était impossible et qu'au contraire, l'unité syndicale était une urgente nécessité pour le prolétariat.

Voilà ce qu'a dit notre camarade. Ce qui est vrai, c'est que celui-ci souligna la carence des chefs de la jeunesse communiste, qu'il était inadmissible qu'au moment où un courant d'unité traverse la classe ouvrière on puisse trouver des arguments pour éviter la contradiction; et ici je partage entièrement le point de vue de Rimbert, car même les traquenards et les coups ne doivent pas empêcher des révolutionnaires qui ont foi dans leurs conceptions, d'affronter une tribune même si la grosse majorité des auditeurs est composée d'adversaires. Cela est une raison de plus pour essayer de les convaincre aux conceptions de lutte révolutionnaire.

Les dirigeants du Parti peuvent essayer par tous les moyens de justifier leur politique même avec l'insulte, ils n'empêcheront pas les ouvriers de la base de voir clair, ces derniers s'apercevront bientôt que nous sommes les continuateurs de Lénine, ils seront obligés de constater que la politique suivie en Allemagne même au désastre, ils se retourneront vers nous, parce que seuls nous sommes les Bolcheviks Léninistes.

Le parti organise à Lille, le 5 mars une controverse publique. Nous serons présents à cette controverse, nous apporterons devant les ouvriers communistes les méthodes de lutte que Lénine et Trotsky ont toujours préconisées et qui ont amené la révolution à la victoire. L'essentiel pour nous ce sera la démonstration éclatante pour les ouvriers communistes que nous ne sommes pas des contre-révolutionnaires. Ceux-ci doivent exiger que nous avons le droit d'apporter nos conceptions, l'intérêt du prolétariat allemand et la Russie des Soviets l'exige.

A propos de la C. E. élargie

NOTE DE LA REDACTION. — Le compte-rendu de la C.E. élargie de la Ligue publiée dans les deux précédents numéros de la Vérité comportait une série d'imperfections.

Nombre d'interventions ont été défigurées; en particulier les camarades Rimbert et Naville font remarquer que le sens de leurs interventions n'a pas été clairement reproduit.

Les camarades du groupe de banlieue-ouest qui avaient été invités à la C. E. nous font parvenir la rectification suivante dont nous leur laissons l'entière responsabilité :

1° Sur le débat syndical notre délégué a surtout attiré l'attention de la C. E. élargie sur la nécessité du travail réel à faire dans le mouvement syndical et il a vivement critiqué l'action de la Ligue qui jusqu'à présent ne se borne qu'à étudier les problèmes syndicaux théoriquement sans travailler à la base pratiquement.

2° Sur la proposition de la Conférence d'unification faite par notre groupe, s'est inscrite un débat au cours duquel Molinier a accusé notre groupe d'être : 1° Spécialiste de l'unification; 2° D'être à la remorque d'intellectuels équivoques.

Notre délégué L. a fait justice de ces appréciations, et a démontré la nécessité de réunir tous les oppositionnels de gauche dans le plus bref délai pour pouvoir agir au plus vite pour le redressement du mouvement communiste.

Le président de la C. E. élargie, Vereecken, après avoir fait quelques critiques de détail, s'est déclaré partisan de répondre favorablement à notre proposition, à condition que le travail de la Ligue n'en soit pas gêné.

Une discussion s'en est suivie et finalement la C. E. élargie a voté la proposition de son président Vereecken.

SOUSCRIVEZ, ENVOYEZ-NOUS DES ABONNES...

MARSEILLE Les bureaucrates se dégonflent

Le P. C. à Marseille, suivant la confusion de son centre, a pris l'initiative d'une controverse sur l'unité politique des partis se réclamant de la classe ouvrière. A une première réunion préparatoire de cette controverse ont été invités : le parti S. F. I. O., « l'Unité socialiste » et « l'Union socialiste ». L'opposition de gauche ne fut pas invitée. A cette réunion se présentèrent les délégués du P. C., de l'Union Socialiste et de l'Unité Socialiste.

Pendant la discussion pour les préparatifs de la controverse les trois délégués de l'Union socialiste demandèrent au P. C. la participation de l'opposition de gauche à cette controverse. Le délégué de l'Unité socialiste se déclara d'accord. Seuls ceux du P. C. s'opposèrent pendant une demi-heure à l'admission de l'opposition, menaçant même de se retirer de la controverse si l'opposition de gauche y participait. Les vaillants bureaucrates qui ont toujours la bouche pleine quand il s'agit de l'O. G. et qui déclarent maintes fois de ne pas craindre une explication avec l'O. G. combattent vraiment avec un « courage » appréciable et digne de servir pour la lutte contre la bourgeoisie, pour éviter toute occasion d'affronter devant les masses la discussion avec l'O. G.

Il est beaucoup plus aisé de combattre le léninisme par des calomnies que de lui opposer des arguments. L'opposition de gauche va forcer ces bureaucrates stalinien de s'expliquer avec elle devant les prolétaires marseillais. Nous savons qu'ils craignent plus que la peste la voix de Lénine; mais les prolétaires sauront imposer la participation de l'O. G. à la controverse pour qu'ils puissent juger eux-mêmes qui, entre les deux — bureaucrates centristes ou bolchevik-léninistes — représente la voie léniniste et les véritables intérêts du prolétariat.

P. S. — L'Union socialiste a décidé dans sa dernière réunion, de se retirer de la controverse si les bureaucrates stalinien persistaient dans leur sectarisme anti-prolétarien et refusaient la participation de l'O. G. à la controverse.

Notre Meeting du 11 Février

Vendredi soir 11 janvier nous avons convoqué une réunion publique sur la situation en Allemagne. 150 camarades remplirent la salle du Tambour, dont plusieurs dizaines de membres du Parti.

Le camarade Gérard montra largement à quelle faillite venait d'aboutir en Allemagne la politique stalinienne. Il refit l'histoire de la lutte que l'opposition de gauche mène depuis plus d'un an sur la question de la révolution allemande. A la fin, il exposa notre point de vue sur la situation présente en Allemagne et sur les tâches qui incombent au mouvement communiste.

Après lui, notre camarade Naville posa la question sous son autre aspect : allons-nous tolérer que le centrisme continue en France l'expérience criminelle qui ruine actuellement la lutte du prolétariat allemand ? Politique « nationale-socialiste », refus du front unique et de l'unité syndicale, théorie du « social-fascisme », du « socialisme dans un seul pays », etc... autant de conceptions dangereuses dont il faut aussi empêcher l'application en France. Une critique du contre-projet de budget permet d'esquisser les solutions préconisées par l'opposition pour la constitution d'un véritable front unique de bataille contre le gouvernement Daladier aujourd'hui et Herriot ou Tardieu de demain.

Plusieurs contradicteurs soulignent les opinions staliniennes. Stéfanski déclara timidement que la venue d'Hitler au pouvoir confirmerait brillamment la tactique centriste. Plusieurs camarades nous reprochèrent de vouloir « liquider la C. G. T. U. », etc... La réunion se termina dans le calme, par une réponse convaincante aux différents arguments qui nous avaient été opposés.

Bonne réunion au cours de laquelle nous avons pu constater que les stalinien ne viennent plus à « entraîner » facilement la masse des assistants de leur côté. Continuons.

“LA LUTTE DE CLASSES”

Des difficultés de toutes sortes nous ont mis en retard avec la publication de La Lutte de Classes. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Le prochain numéro double 46-47 (janvier-février 1933) paraîtra la semaine prochaine. Il coûtera 3 francs, et comptera 64 pages.

A partir du prochain numéro, nous ne distribuerons plus la revue dans les kiosques. Un dépôt en sera fait directement par nous dans un certain nombre de kiosques et librairies, dont nous publierons la liste la semaine prochaine. Cela nous permettra de réduire sensiblement les frais de bouillonnage.

Tous nos lecteurs ont grand avantage à s'abonner ! qu'ils le fassent sans tarder !

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO : Notes sur la biographie politique de Staline (L. Trotsky). — Une stratégie de l'action et non des spéculations. Lettre aux camarades de Pékin (L. Trotsky). — Perspectives du marxisme américain (L. Trotsky). — Lettres d'U.R.S.S. — Lettres de Changhaï. — Résolutions adoptées à la C. E. élargie de la L.C. : Résolution sur la situation en France ; Résolution sur les rapports entre la fraction de gauche italienne (bordigiste) et l'O.I. — Thèse tactique du 3e Congrès de l'I.C. (1921). — Thèse sur le front unique ouvrier (C.E. de l'I.C. décembre 1921). — Articles sur la politique française, allemande. — Correspondance. — Livres et Revues, etc.

NOTRE CAMPAGNE DE MEETINGS
LE FASCISME EN ALLEMAGNE — LA SITUATION EN FRANCE
Nous continuerons notre campagne de meetings commencée par la réunion du Tambour de vendredi par une réunion publique Samedi 18 février, Salle Garrigues, 20, rue Ordener. dans le 18e arrondissement.

MARSEILLE Les bureaucrates se dégonflent

Le P. C. à Marseille, suivant la confusion de son centre, a pris l'initiative d'une controverse sur l'unité politique des partis se réclamant de la classe ouvrière. A une première réunion préparatoire de cette controverse ont été invités : le parti S. F. I. O., « l'Unité socialiste » et « l'Union socialiste ». L'opposition de gauche ne fut pas invitée. A cette réunion se présentèrent les délégués du P. C., de l'Union Socialiste et de l'Unité Socialiste.

Pendant la discussion pour les préparatifs de la controverse les trois délégués de l'Union socialiste demandèrent au P. C. la participation de l'opposition de gauche à cette controverse. Le délégué de l'Unité socialiste se déclara d'accord. Seuls ceux du P. C. s'opposèrent pendant une demi-heure à l'admission de l'opposition, menaçant même de se retirer de la controverse si l'opposition de gauche y participait. Les vaillants bureaucrates qui ont toujours la bouche pleine quand il s'agit de l'O. G. et qui déclarent maintes fois de ne pas craindre une explication avec l'O. G. combattent vraiment avec un « courage » appréciable et digne de servir pour la lutte contre la bourgeoisie, pour éviter toute occasion d'affronter devant les masses la discussion avec l'O. G.

Il est beaucoup plus aisé de combattre le léninisme par des calomnies que de lui opposer des arguments. L'opposition de gauche va forcer ces bureaucrates stalinien de s'expliquer avec elle devant les prolétaires marseillais. Nous savons qu'ils craignent plus que la peste la voix de Lénine; mais les prolétaires sauront imposer la participation de l'O. G. à la controverse pour qu'ils puissent juger eux-mêmes qui, entre les deux — bureaucrates centristes ou bolchevik-léninistes — représente la voie léniniste et les véritables intérêts du prolétariat.

P. S. — L'Union socialiste a décidé dans sa dernière réunion, de se retirer de la controverse si les bureaucrates stalinien persistaient dans leur sectarisme anti-prolétarien et refusaient la participation de l'O. G. à la controverse.

Hitler au pouvoir

Notre Meeting du 11 Février

Vendredi soir 11 janvier nous avons convoqué une réunion publique sur la situation en Allemagne. 150 camarades remplirent la salle du Tambour, dont plusieurs dizaines de membres du Parti.

Le camarade Gérard montra largement à quelle faillite venait d'aboutir en Allemagne la politique stalinienne. Il refit l'histoire de la lutte que l'opposition de gauche mène depuis plus d'un an sur la question de la révolution allemande. A la fin, il exposa notre point de vue sur la situation présente en Allemagne et sur les tâches qui incombent au mouvement communiste.

Après lui, notre camarade Naville posa la question sous son autre aspect : allons-nous tolérer que le centrisme continue en France l'expérience criminelle qui ruine actuellement la lutte du prolétariat allemand ? Politique « nationale-socialiste », refus du front unique et de l'unité syndicale, théorie du « social-fascisme », du « socialisme dans un seul pays », etc... autant de conceptions dangereuses dont il faut aussi empêcher l'application en France. Une critique du contre-projet de budget permet d'esquisser les solutions préconisées par l'opposition pour la constitution d'un véritable front unique de bataille contre le gouvernement Daladier aujourd'hui et Herriot ou Tardieu de demain.

Plusieurs contradicteurs soulignent les opinions staliniennes. Stéfanski déclara timidement que la venue d'Hitler au pouvoir confirmerait brillamment la tactique centriste. Plusieurs camarades nous reprochèrent de vouloir « liquider la C. G. T. U. », etc... La réunion se termina dans le calme, par une réponse convaincante aux différents arguments qui nous avaient été opposés.

Bonne réunion au cours de laquelle nous avons pu constater que les stalinien ne viennent plus à « entraîner » facilement la masse des assistants de leur côté. Continuons.

“LA LUTTE DE CLASSES”

Des difficultés de toutes sortes nous ont mis en retard avec la publication de La Lutte de Classes. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Le prochain numéro double 46-47 (janvier-février 1933) paraîtra la semaine prochaine. Il coûtera 3 francs, et comptera 64 pages.

A partir du prochain numéro, nous ne distribuerons plus la revue dans les kiosques. Un dépôt en sera fait directement par nous dans un certain nombre de kiosques et librairies, dont nous publierons la liste la semaine prochaine. Cela nous permettra de réduire sensiblement les frais de bouillonnage.

Tous nos lecteurs ont grand avantage à s'abonner ! qu'ils le fassent sans tarder !

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO : Notes sur la biographie politique de Staline (L. Trotsky). — Une stratégie de l'action et non des spéculations. Lettre aux camarades de Pékin (L. Trotsky). — Perspectives du marxisme américain (L. Trotsky). — Lettres d'U.R.S.S. — Lettres de Changhaï. — Résolutions adoptées à la C. E. élargie de la L.C. : Résolution sur la situation en France ; Résolution sur les rapports entre la fraction de gauche italienne (bordigiste) et l'O.I. — Thèse tactique du 3e Congrès de l'I.C. (1921). — Thèse sur le front unique ouvrier (C.E. de l'I.C. décembre 1921). — Articles sur la politique française, allemande. — Correspondance. — Livres et Revues, etc.

Une souscription Internationale pour l'Opposition Allemande

La préconférence de l'opposition internationale a décidé de demander à chaque membre de l'opposition un versement d'une journée de salaire en faveur de l'opposition allemande. Les difficultés matérielles de nos camarades sont considérables, et ce geste doit non seulement aider à leur fournir des armes pour combattre, mais aussi manifester concrètement la solidarité de l'opposition internationale et de ses amis envers la Section de l'Opposition allemande qui subit les plus durs assauts.

A tous nos lecteurs, à tous nos amis, nous demandons de nous envoyer rapidement le montant de leur souscription, qui viendra s'ajouter aux versements de nos organisations !

Faites-le sans tarder, dès cette semaine.

Adressez les fonds à La Vérité, 23, rue des Vinaigriers, ou à notre compte chèque postal : Frank 136.855, Paris.

POUR LE 50e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE KARL MARX
La Ligue communiste éditera le recueil complet des THESES, MANIFESTES et RESOLUTIONS des 1er 2e 3e et 4e CONGRES MONDIAUX de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1919-1922)

Un certain nombre de documents de ces Congrès ont déjà été reproduits. Mais ceux-ci ne constituent qu'une petite partie des documents élaborés par eux.

Nous les reproduisons intégralement dans un volume d'environ 200 pages sur 2 colonnes, ce qui équivaut à 5 ou 600 pages d'un volume in-octavo.

Ce volume sera mis en vente au prix de 20 francs. Mais comme il nécessite une importante mise de fonds, nous demandons de suite à nos lecteurs de souscrire au volume pour le prix de 15 francs, dès maintenant.

Le volume sera envoyé aux lecteurs dès sa parution, en fin mars approximativement.

UTILISEZ LE BULLETIN DE SOUSCRIPTION CI-DESSOUS
Je, soussigné
Adresse
Déclare souscrire à 1 exemplaire des Thèses, Manifestes et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, au prix de 15 francs, que je vous fais parvenir par mandat-poste (ou autrement).
Signature :
Paris, le
A retourner à
« La Vérité », 23, rue des Vinaigriers, Paris, 10e.

5e ANNÉE - N° 142
LA VÉRITÉ
Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (Opposition)
23, rue des Vinaigriers (10e)
Paraît le Jeudi
PRIX DU NUMÉRO : 0.50
ABONNEMENTS :
Un an... 20 francs
Six mois... 10 francs
Chèque Postal : FRANK. 136.855 - PARIS

Pour la défense de la jeunesse ouvrière parisienne

Où en est le front unique de la jeunesse ouvrière ?

Le groupe des jeunes de Paris constatant qu'aucune action commune n'a fait suite aux déclarations du Boxing-Hall a décidé d'organiser le 24 février une réunion des jeunes. Elle a adressé aux jeunes communistes, aux jeunes socialistes, aux jeunes prolétariens unitaires et aux étudiants socialistes la lettre suivante :

Ligue Communiste (opposition de gauche). Groupe des Jeunes de Paris.

Camarades,

Il y a un mois les 4 tendances politiques qui se réclament du prolétariat confrontaient leur point de vue au Boxing-Hall sur l'unité de la jeunesse ouvrière. Chacun des 4 orateurs — socialiste, pupiste, communiste et communiste oppositionnel de gauche — affirme son désir d'unité pour la défense des jeunes prolétaires. Mais les paroles ne suffisent pas. Il faut passer aux actes. Et les jeunes ouvriers sont en droit de demander aux 4 organisations :

« Qu'avez-vous fait depuis le Boxing-Hall pour passer aux actes ? » Que comptez-vous faire demain pour réaliser au moins les points sur lesquels vous êtes d'accord ?

Nous disions quant à nous : « Il faut passer des palabres aux actes ! ». Nous organisons le 24 février, salle du Tambour, une réunion publique et contradictoire, où nous ferons nos propositions concrètes. Nous savons que de nombreux jeunes communistes, socialistes ou pupistes sont d'accord avec nous sur la nécessité de cette action.

Nous vous invitons à apporter votre point de vue à cette réunion en vous garantissant toute liberté d'expression et un temps égal à celui de nos orateurs.

Salut communiste. Le bureau du groupe de Paris.

Ainsi les directions des groupements de jeunesse sont mises au pied du mur. Voulez-vous se dérober et montrer clairement aux jeunes ouvriers que leurs protestations unitaires ne sont qu'un alibi ?

En ce qui concerne les J. C. on peut le craindre lorsqu'on lit les passages suivants dans le compte rendu du Comité Central, dont nous reparlerons :

« Luciani critique la grave faute commise par les J. C. en permettant, par l'organisation d'une controverse en commun, aux trotskystes qui ne représentent rien de déborder leur marchandise contre-révolutionnaire devant 1.500 jeunes travailleurs. « Il fallait refuser d'organiser avec les trotskystes et organiser nous-mêmes en expliquant pourquoi aux jeunes travailleurs ».

Ensuite la camarade Jeannette, déclare la même chose :

« Notre souci était de nous rapprocher des jeunes socialistes et des inorganisés et nous avons permis aux trotskystes, qui ne représentent rien, de s'expliquer devant une salle. Il aurait fallu démasquer ces éléments et organiser une réunion nous-mêmes. »

Nous reparlerons de ce nouveau tournant du J. C. Nous soulignons pour aujourd'hui qu'il marque la recule des bureaucraties qui non seulement craignent la masse, mais surtout craignent de s'expliquer contradictoirement devant la masse.

Une conférence de l'opposition de gauche chez les réformistes

Le camarade Rimbert fut invité par un cercle réformiste du premier arrondissement à apporter notre point de vue sur l'unité de la classe ouvrière. Mardi 14, il développa notre position devant une soixantaine de camarades socialistes et communistes. Il expliqua sérieusement pourquoi les réformistes et les révolutionnaires ne peuvent pas cohabiter dans le même Parti ; comment l'unité organique des partis socialistes et communistes est une utopie réactionnaire et dangereuse pour le prolétariat. Il expliqua ensuite par l'exemple de l'Allemagne ce qu'est le « front unique » (l'unité) ; comment le P. C. A. doit proposer l'action commune aux organisations réformistes et social-démocrates pour la défense contre les attaques fascistes de locaux, des organisations ouvrières, etc.

Il montra comment doit se réaliser en France le front unique (apportant sur plusieurs points son avis personnel).

Enfin il expliqua avec des citations nombreuses de la Maladie Infantile, pourquoi des communistes sont partisans de la fusion des centrales syndicales.

Un camarade du Parti répéta les arguments de la directivité — les mêmes que Frossard — sur l'impossibilité d'accepter une action commune avec les chefs socialistes et prétendit que les trotskystes sont à l'avant garde de la social-démocratie (1) — Ensuite, un S. F. I. O. essaya de défendre la position des S. F. I. O., votant le budget contre les fonctionnaires et prétendit faire dire — à l'article ignoble de P. Faure sur les mutins des Indes Hollandaises — le contraire de ce qu'il disait.

Rimbert répondit en montrant que nous ne nous plaçons pas du tout à égale distance des Partis Socialiste et Communiste, mais que, malgré que beaucoup d'entre nous sont exclus, nous nous considérons comme politiquement membres du Parti Communiste.

Il montra aux camarades socialistes que leur Parti se compromet sans cesse avec la bourgeoisie, il est un Parti de révision du marxisme qui n'a plus rien à voir avec leur parti révolutionnaire. « La Vérité » fut largement diffusé à cette réunion.

L'Opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes

(En vue de la prochaine Conférence Internationale)

Au début du mois de février eut lieu à Paris les travaux de la Préconférence de l'Opp. de gauche, bolcheviks-léninistes. Ces travaux se sont poursuivis pendant 5 jours. Les sections nationales suivantes avaient envoyé leurs délégués : Section russe, allemande, française, belge, grecque, bulgare, anglaise, italienne (N.O.I.), suisse, espagnole et américaine. D'autres ont envoyé leur adhésion.

Le but de la Préconférence était double : d'abord, il s'agissait de passer en revue les forces de l'Opposition de gauche dans les divers pays, faire un premier examen de certaines situations intérieures, comme par exemple en Allemagne et en Espagne, donner à l'Opposition de gauche une direction internationale correspondante à son développement actuel et préparer la Conférence Internationale de l'Opposition bolchevik-léniniste. Tous les deux, ces objectifs ont été entièrement atteints.

Dans la presse intérieure à l'Opposition de gauche, les camarades trouveront les textes des résolutions qui ont été approuvées. Il s'agit d'une série de résolutions qui tranchent, sur le terrain de l'organisation, des situations qui, en fait, étaient déjà tranchées dans la pratique depuis longtemps, comme par exemple la sanction de la séparation organisationnelle d'avec la fraction de gauche du Parti Communiste d'Italie (bordighistes). D'autres situations, par contre, ont été seulement posées et pour celles-ci, la position définitive de l'O. G. I. ne pourra être fixée qu'à la suite d'une discussion et d'une expérience ultérieure.

Sur le terrain d'organisation, la décision la plus importante, celle pour laquelle la Préconférence a été en réalité convoquée, concerne la direction de notre organisation internationale. Il serait faux d'affirmer que tout a été définitivement résolu sur ce terrain, mais sans aucun doute un grand pas en avant a été fait. La Préconférence a décidé la constitution d'un Plénum composé pour le moment, des délégués des cinq principales sections de l'O. G. I. et précisément des sections allemande, française, belge, grecque et russe. En outre, la Préconférence a nommé un Secrétariat international responsable devant le Plénum et révocable par celui-ci. Cela peut être — chacun le voit — un pas décisif dans la consolidation de notre organisation internationale et dans son fonctionnement en tant qu'organisation.

Pour la préparation de la Conférence, la Préconférence a d'abord approuvé comme base le document que nous publions ci-dessous. Ce document est soumis, maintenant, à l'examen des sections et des camarades qui devront donner leurs suggestions, rectifications ou amendements, dans un délai de quatre semaines. Nous attirons donc l'attention de tous les camarades et de tous nos groupes sur ce document qui est destiné à devenir la base de principe de l'O. G. I.

En outre, la Préconférence a décidé la préparation d'une série de thèses qui devront être rédigées par les sections responsables d'ici au 15 avril et publiées aussitôt. La discussion des projets des thèses durera 3 mois et en juillet devra être convoquée la Conférence.

La Préconférence avait manqué à sa tâche si elle ne s'était pas entretenue sur la situation allemande. Toute prévention formelle sur ce point aurait été un crime. La Préconférence a constaté que la capitulation du petit groupe Well devant le stalinisme, juste au moment de la formation éclatante des positions de l'O. G. I. en Allemagne, n'a nullement ébranlé notre section allemande. La sortie du groupe Well, au contraire, a été permise à nos camarades allemands un premier redressement sérieux de leur politique. La Pr. C. a décidé que tous les camarades adhérents à l'O. G. I. devront verser une journée de leur salaire d'ici au premier du mois de mars, pour venir en aide de nos camarades allemands dont la tâche à l'heure actuelle a une importance formidable.

La Préconférence a décidé aussi de lancer un appel — dont le texte a été publié dans le dernier numéro de la Vérité — au prolétariat allemand. Signalons ici l'importance historique de ce simple appel. Hitler est à la tête du Gouvernement depuis presque un mois, et l'Internationale communiste (russe) par la fraction stalinienne qui au nom de la théorie du socialisme dans un seul pays capitule toujours plus devant l'impérialisme mondial se laiff. Elle se laiff aujourd'hui comme elle s'est laiff devant les événements de Shanghai, de Mandchourie et d'Espagne. A sa place ont parlé sur la situation allemande, deux semaines après coupés directions des partis français, allemands et polonais dans un appel qui ne donne ni une ligne, ni un mot d'ordre, ni une perspective au prolétariat allemand menacé d'aneantissement par le fascisme.

Le silence que la fraction stalinienne impose à l'I.C. et le vide bureaucratique du soi-disant appel des directions du P.C.A., P.C.F. et P.C.F. démontrent à la lumière de fait que l'Internationale communiste prolétarienne trouve aujourd'hui son expression la plus élevée sous le drapeau de l'Opposition de gauche.

La Préconférence, qui s'est déroulée dans un moment particulièrement critique pour le prolétariat allemand et international et pour l'U.R.S.S., a démontré la cohésion et la force déjà atteinte par l'Opposition de gauche internationale.

Les tâches qui se posent devant notre organisation internationale sont immenses, mais les travaux accomplis, le chemin déjà parcouru démontrent qu'elle ne failira pas aux épreuves qui l'attendent.

(EN VUE DE LA PROCHAINE CONFERENCE INTERNATIONALE)

La tâche de la prochaine Conférence de l'Opposition de gauche (Bolcheviks-léninistes) consiste à adopter une plate-forme clairement et exactement formulée, un statut d'organisation et à élire les institutions dirigeantes. Le travail intérieur théorique, politique et organisationnel de l'Opposition de gauche dans les divers pays, surtout pendant les quatre dernières années, a créé les prémisses suffisantes pour résoudre cette tâche.

Les documents fondamentaux programmatiques et politiques de l'Opposition de gauche ne sont pas édités en moins de 15 langues. L'Opposition de gauche dispose de 32 périodiques dans 16 pays. Elle a réorganisé et renforcé ses sections dans 9 pays et en a créé de nouvelles pendant les trois dernières années dans 7 pays. Mais la conquête la plus importante et la plus précieuse est l'élevation incontestable du niveau théorique de l'Opposition de gauche internationale, la cohésion croissante de ses idées et son initiative révolutionnaire grandissante.

ORIGINE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE EN URSS

L'Opposition de gauche se dressa en 1923, il y a 10 ans, dans le pays de la Révolution d'Octobre, dans le parti dirigeant du premier Etat ouvrier. L'arrêt dans le développement de la révolution mondiale provoqua inévitablement une réaction politique dans le pays de la Révolution d'Octobre. Une contre-révolution achevée signifie le remplacement de la domination d'une classe par celle d'une autre ; la réaction commence et se développe pendant la domination de la classe révolutionnaire. La force motrice de la réaction contre Octobre fut la petite bourgeoisie, surtout les sommets de la paysannerie. La bureaucratie, apparentée à la petite bourgeoisie, se présenta comme le porte-parole de cette réaction. Trouvant un appui dans la pression des masses petites bourgeoises, elle

conquit aux dépens du prolétariat une indépendance très large. Passant en fait du programme de la révolution internationale au national-réformisme, elle fit de la théorie du socialisme dans un seul pays sa doctrine officielle. L'aile gauche du prolétariat tomba sous les coups de la bureaucratie soviétique unis aux masses petites bourgeoises, principalement aux masses paysannes, et même à des couches d'ouvriers arriérés. Telle est la distorsion du remplacement du léninisme par le stalinisme.

Après la défaite organisationnelle de l'Opposition de gauche, la politique officielle devint définitivement une politique de louvoiement empirique entre les classes. La dépendance de la bureaucratie envers le prolétariat s'est cependant manifestée en ce que, malgré la série de ses tentatives, elle n'osa pas ou ne put pas renverser les conquêtes fondamentales de la Révolution d'Octobre : la nationalisation de la terre, la nationalisation de l'industrie, le monopole du commerce extérieur. De plus, vers 1928, se sentant menacée par ses alliés petits bourgeois, surtout par les koulaks, de la perte de tout appui dans le prolétariat, la bureaucratie du Parti exécuta un brusque tournant à gauche. Les produits extrêmes de ce zigzag furent les rythmes aventureux de l'industrialisation, la collectivisation généralisée et la défaite administrative des koulaks. La désorganisation de l'économie provoquée par cette politique aveugle amena au commencement de cette année un nouveau tournant à droite.

Par sa position privilégiée et ses méthodes administratives de penser, la bureaucratie soviétique possède bien des traits communs à la bureaucratie réformiste des pays capitalistes. Elle est beaucoup plus encline à avoir confiance dans le Kuomintang « révolutionnaire », la bureaucratie « gauche » des Trade-Union bureaucratiques, les « amis » des petits bourgeois de l'Union soviétique, les pacifistes libéraux et radicaux dans l'initiative révolutionnaire et indépendante du prolétariat. Cependant la nécessité de défendre sa position dans l'Etat ouvrier amène chaque fois la bureaucratie soviétique en conflit avec les laïques réformistes du capital. Ainsi, dans des conditions historiques particulières, s'est dégageé du bolchevisme prolétarien la fraction du centrisme bureaucratique qui a plaqué sa main pesante sur toute une époque du développement de la République soviétique et de la classe ouvrière mondiale.

Le centrisme bureaucratique est la défiguration la plus frauduleuse de l'Etat ouvrier, mais même bureaucratiquement défiguré, l'Union soviétique reste un Etat ouvrier. Transformer la lutte contre la bureaucratie centriste en lutte contre l'Etat soviétique signifierait se placer sur le plan même de la ligne stalinienne qui déclare : « L'Etat, c'est nous ! »

La défense irrédicible de l'Union soviétique contre l'impérialisme mondial est une tâche si élémentaire pour chaque prolétaire révolutionnaire que, sur cette question, l'Opposition de gauche n'admet dans son sein ni hésitations ni doutes. Comme elle l'a fait jusqu'à présent, elle rompra sans pitié avec tous les groupes et éléments qui se essaieraient de prendre une position « neutre » entre l'Union soviétique et le monde capitaliste (Monatte-Louzon en France, groupe Urbahns en Allemagne, etc.)

L'OPPOSITION DE GAUCHE DANS LES PAYS CAPITALISTES

La IIIe Internationale surgit en tant que résultat immédiat de l'expérience acquise par les ouvriers avancés dans la guerre impérialiste, dans l'époque d'ébranlement d'après-guerre et surtout dans la révolution d'Octobre. Cela pré-détermina le rôle dirigeant du bolchevisme russe dans la IIIe Internationale et par conséquent l'influence de ses thèses intérieures sur le développement des autres sections nationales. Il est cependant absolument injuste de considérer l'évolution de l'I.C. dans les dix dernières années comme le simple reflet de la lutte fractionnelle dans le P.C. de l'Union. Dans le développement du mouvement ouvrier mondial, il y avait des causes internes qui poussaient les jeunes sections de l'I.C. vers la bureaucratie stalinienne.

Les premières années après la guerre furent surtout en Europe, une époque d'attente au renversement proche de la domination bourgeoise. Mais au moment où déclata la crise intérieure de la IIIe Internationale et par conséquent l'influence de ses thèses intérieures sur le développement des autres sections nationales. Notamment, la retraite impuissante du prolétariat allemand en octobre 1923 produisit une forte dépression. Une nouvelle orientation politique devint pour la majorité des partis communistes une nécessité interne. Quand la bureaucratie soviétique, exploitant la désillusion des ouvriers russes envers la révolution européenne, émit la théorie nationale-réformiste du socialisme dans un seul pays, la jeune bureaucratie des autres pays respira avec soulagement : la nouvelle perspective lui ouvrait une voie vers le socialisme indépendamment de la marche de la révolution internationale. Ainsi, la réaction intérieure en U.R.S.S. eut pour effet la réaction dans les pays capitalistes et créa les conditions pour une répression administrative couronnée de succès de la bureaucratie centriste contre l'Opposition de gauche.

Dans leur mouvement continu vers la droite, les Partis communistes se heurtèrent cependant au Kuomintang réel, à la bureaucratie réelle des Trade-Unions et de la social-démocratie, de même que les staliniens se heurtèrent aux koulaks réels. Le nouveau zigzag, qui se manifesta après cela, amena la rupture de la majorité officielle de l'I. C. en un centrisme dirigeant et une aile d'Opposition de droite.

Dans le camp du communisme, on peut ainsi, pendant les trois dernières années, observer trois groupements fondamentaux : l'aile marxiste (bolcheviks-léninistes), la fraction centriste (stalinistes), et enfin l'aile droite, au fond droite-centriste d'origine, glissant immédiatement au réformisme. La déviation politique, dans presque tous les pays sans exception, a confirmé et confirme tous les jours la justesse et la réalité vivante de cette classification.

Pour le centrisme, était et reste extrêmement caractéristique le fait que, pendant de longues périodes, il travailla la main dans la main avec les droitiers comme avec un courant principalement apparenté à lui, mais il ne fit jamais de bloc avec les bolcheviks-léninistes contre les droitiers. Comme tout opportuniste, l'aile droite, considérée à l'échelle internationale se caractérise par une hétérogénéité extrême, par les contradictions de ses diverses parties nationales, jointes à une hostilité commune irrédicible à l'égard des bolcheviks-léninistes.

En U.R.S.S., dans les conditions de la dictature du prolétariat de parties légaux d'Opposition, l'Opposition de droite devient inévitablement l'instrument de la pression des forces des classes hostiles au prolétariat : en cela consiste le danger principal de l'Opposition de droite ; d'autre part, la conscience de ce danger paralyse ceux des dirigeants de l'Opposition de droite qui, par tout leur passé, sont attachés au Parti. Dans les pays capitalistes où, à droite du P. C., se dépeignent toutes les nuances du réformisme, l'Opposition de droite (brandériens) n'a aucun champ d'action. Directement ou indirectement, l'Opposition de droite cède à la social-démocratie ses organisations de masse, dans la mesure où elle en a eu (Tchécoslovaquie, Suède), sauf les éléments révolutionnaires qui trouvent la voie vers les bolcheviks-léni-

nistes (Tchécoslovaquie, Pologne). Les cadres brandériens qui existent encore en Suède et en Allemagne, Etats-Unis) fondent leurs calculs sur l'espoir que, tôt ou tard, la bureaucratie stalinienne les graciera et les rappellera ; en vertu de cette perspective, ils menent contre l'Opposition de gauche une campagne de calomnies tout à fait dans l'esprit du stalinisme.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

L'Opposition de gauche internationale repose sur la base des quatre premiers Congrès de l'I. C. Cela ne signifie pas qu'elle jure fidélité à chaque lettre de leurs décisions, parmi lesquelles certaines eurent un caractère purement conjoncturel et qui, dans leur divers résultats pratiques, se trouvent démenties par la pratique ultérieure. Mais toutes les décisions fondamentales (attitude envers l'impérialisme et l'Etat bourgeois, la démocratie et le réformisme ; problèmes de l'insurrection ; dictature du prolétariat ; attitude envers la paysannerie et les nations opprimées ; soviets ; travail dans les syndicats ; parlementarisme ; politique du front unique) restent encore maintenant la plus haute expression de la stratégie prolétarienne à l'époque de la crise du capitalisme.

L'Opposition de gauche rejette les décisions révisionnistes des 5e et 6e Congrès et considère comme nécessaire une refonte radicale du programme de l'I. C. dans lequel l'our du marxisme est absolument avili par le plomb du centrisme. Conformément à l'esprit et au sens des décisions des quatre premiers Congrès et en poursuivant leur développement, l'Opposition de gauche propose le développement théorique et la réalisation pratique des principes suivants :

1° Indépendance du parti prolétarien, toujours et en toutes circonstances ; condamnation de la politique du Comité anglo-russe ; condamnation de la théorie stalinienne des partis bourgeois ouvriers-paysans et de toute la pratique basée sur cette théorie ; condamnation de la politique du Congrès d'Amsterdam, où le Parti Communiste s'est dissous dans le marais pacifiste ;

2° Reconnaissance du caractère international, et par cela même permanent de la révolution prolétarienne ; rejet de la théorie du socialisme dans un seul pays, ainsi que de la politique du national-bolchevisme en Allemagne, qui la complète (plate-forme de la « libération nationale ») ;

3° Reconnaissance de l'Etat soviétique comme Etat ouvrier, malgré la perversion grandissante du régime bureaucratique. Obligation inconditionnelle pour tout ouvrier de défendre l'Etat soviétique aussi bien contre l'impérialisme que contre la contre-révolution intérieure ;

4° Condamnation de la politique économique de la fraction stalinienne aussi bien dans son s'acte d'opportunisme économique des années 1923-28 (lutte contre les « superindustrialisateurs » et mise sur le koulak) que dans son s'acte d'assautisme économique des années 1928-32 (thèmes d'industrialisation exagérée, collectivisation généralisée, liquidation administrative des koulaks en tant que classes) ; condamnation de la criminelle légende bureaucratique que l'Union soviétique serait déjà « entrée dans le socialisme ». Reconnaissance de la nécessité du retour à la politique économique réaliste du léninisme ;

5° Reconnaissance de la nécessité du travail systématique dans les organisations prolétariennes de masse, surtout dans les syndicats réformistes. Condamnation de la théorie et de la pratique de la R. G. O. en Allemagne et des organisations analogues dans d'autres pays ;

6° Rejet de la formule « dictature démocratique » du prolétariat et de la « paysannerie » comme régime spécial différent de la dictature du prolétariat, entraînant derrière lui les masses paysannes et, en général, les masses opprimées. Rejet de la théorie antimarxiste de la transformation pacifique de la dictature démocratique en dictature socialiste ;

7° Reconnaissance de la nécessité de la mobilisation des masses sous des mots d'ordre transitoires, répondant à la situation concrète de chaque pays, et en particulier sous des mots d'ordres démocratiques dans la mesure où il s'agit de la lutte contre les conditions féodales, contre l'oppression nationale ou contre les diverses formes de la dictature impérialiste (avoués, fascisme, bonapartisme, etc.) ;

8° Reconnaissance de la nécessité d'une large politique de front unique vis-à-vis des organisations ouvrières de masse, aussi bien syndicales que politiques, y compris la social-démocratie en tant que parti. Condamnation du mot d'ordre « ultimatum ». Seulement par en bas, qui signifie pratiquement le refus d'une politique de front unique et, par conséquent, le refus de créer des soviets. Condamnation de l'application opportuniste de la politique du front unique, comme dans le Comité anglo-russe (bloc avec les chefs sans les masses et contre les masses), double condamnation de la politique de l'actuel C. C. allemand qui allie le mot d'ordre « ultimatum ». Seulement par en bas » à la pratique opportuniste des combinaisons parlementaires occasionnelles avec les sommets social-démocrates ;

9° Rejet de la théorie du social-fascisme et de toute la pratique qui lui est attachée, parce que servant le fascisme d'une part et la social-démocratie de l'autre ;

10° Distinction dans le champ du communisme actuel de trois groupements : marxiste, centriste et droitiers ; reconnaissance de l'indivisibilité d'unités politiques avec les droitiers contre le centrisme ; appui au centrisme contre l'ennemi de classe ; lutte implacable et systématique contre le centrisme et sa politique de zigzag ;

11° Reconnaissance de la nécessité de la démocratie intérieure du Parti non seulement en paroles, mais en fait ; condamnation implacable du régime stalinien plébiscitaire (piétinement de la pensée et de la volonté du Parti, usurpation, suppression frauduleuse d'informations au Parti, etc.) ;

Les principes fondamentaux énumérés ci-dessus, qui ont une importance décisive pour la stratégie prolétarienne à l'époque actuelle opposent implacablement l'Opposition de gauche à la fraction centriste dirigeante actuellement en U.R.S.S. et dans l'I. C. La reconnaissance de ces principes sur la base des quatre premiers Congrès de l'I. C. représente la condition nécessaire pour l'admission de diverses organisations, groupes et individus au sein de l'Opposition de gauche internationale.

FRACTION ET NON PARTI

L'Opposition internationale de gauche se considère comme fraction de l'I. C., de même que ses diverses sections se considèrent comme les fractions des P. C. nationaux. Cela signifie que l'Opposition de gauche ne considère pas comme définitif le régime organisationnel créé par la bureaucratie stalinienne. Au contraire, son but est d'arracher le drapeau du bolchevisme aux mains de la bureaucratie usurpatrice et de rétablir l'I. C. sur la base des principes de Marx et de Lénine. Qu'une telle politique soit la seule juste dans les conditions actuelles, cela est confirmé aussi bien par l'analyse théorique que par l'expérience historique.

Bien que les conditions particulières du développement de la Russie aient amené le bolchevisme à la rupture définitive avec le menchevisme dès 1912, le Parti bolchevik continua à faire partie de la IIe Internationale jusqu'à la fin de 1914. Il fallut la leçon de la guerre

LA VIE DE LA LIGUE Région parisienne

GARTES ET COTISATIONS 1933

Le Comité régional rappelle aux camarades de la Région Parisienne qu'ils doivent retirer sans délai la carte 1933 et que les camarades qui ne se mettront pas en règle pour leurs cartes et timbres ne seront pas maintenus sur les contrôles de la R.P.

NOTE DE LA REDACTION A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Nous prions tous nos correspondants et rédacteurs de tenir compte du jour de parution de LA VERITE pour nous envoyer leur copie. TOUTE LA COPIE DOIT ETRE PARVENUE AU JOURNAL POUR LE MARDI MIDI AU PLUS TARD. Cet avis concerne non seulement nos camarades de province, mais aussi ceux de la Région parisienne.

PERMANENCE

Nous rappelons à tous nos lecteurs qu'une permanence est tenue régulièrement au siège de la Vérité, tous les jours, de 18 h. 30 à 20 h. 30. Le samedi, la permanence est ouverte à partir de 15 heures.

BIBLIOTHEQUE

Notre bibliothèque est à la disposition des sympathisants et membres de l'organisation, qui peuvent venir emprunter ou échanger des livres le samedi après-midi. Un certain nombre de camarades qui ont emprunté des livres ne les ont pas rendus. Après plusieurs avertissements, nous publierons leur nom dans le journal et leur interdirons tout nouveau prêt de livres.

COMITE DE REDACTION

Les membres du comité de rédaction de La Vérité doivent se trouver automatiquement au siège du journal le samedi, à 16 heures. Prière à tous d'en prendre note une fois pour toutes.

Groupe de Marseille

CERCLE DE DISCUSSION. — Notre groupe a formé un cercle de discussion qui fonctionne tous les vendredis à 21 heures précises au Bar de Provence (salle réservée) ; 2e cours Lieutaud. Nos réunions sont contradictoires.

PERMANENCE. — Tous les vendredis de 20 h. 30 à 21 h., permanence du groupe de Marseille au Bar de Provence.

BOLCHEVIK LÉNINISTE. — Le premier numéro (16 pages) du Bolchevik-Léniniste est paru et déjà épuisé. Les camarades désireux de recevoir régulièrement notre bulletin sont priés de s'adresser à la permanence ou d'envoyer leur adresse au camarade Gottlieb, 18, rue Cornéille, 18.

CAMARADES !

Pour comprendre la situation en Allemagne, il faut lire les travaux de

L. TROTSKY

PROBLEMES DE LA REVOLUTION ALLEMANDE (1931). ET MAINTENANT ? (1932). LA SEULE VOIE (1932).

Prix des trois volumes ensemble : 4 francs.

Ecrire à LA VERITE, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

mondiale pour poser la question d'une nouvelle Internationale, il fallut la Révolution d'Octobre pour constituer cette nouvelle Internationale.

Une catastrophe historique telle que l'écroulement de l'Etat soviétique impérialiste évidemment aussi avec elle la IIIe Internationale. De même, la victoire du fascisme en Allemagne et l'écrasement du prolétariat allemand permettraient à peine à l'I. C. de survivre aux résultats de sa politique désastreuse. Mais qui donc, dans le camp de la révolution, oserait affirmer actuellement qu'on ne peut éviter ni prévenir l'écroulement du pouvoir soviétique ou la victoire du fascisme en Allemagne ? Pas l'Opposition de gauche, en tous cas. Sa politique, au contraire, est entièrement dirigée pour défendre l'Union soviétique et pour aider le prolétariat allemand non seulement à se mesurer avec le fascisme, mais à conquérir le pouvoir. Restant sur le terrain de la Révolution d'Octobre et de la IIIe Internationale, l'Opposition de gauche rejette l'idée de partis communistes parallèles.

La responsabilité de la scission du communisme retombe entièrement sur la bureaucratie stalinienne. A tout moment, les bolcheviks-léninistes sont prêts à rejoindre les rangs de l'I. C. et à observer scrupuleusement la discipline dans l'action, tout en menant en même temps sur la base de la démocratie intérieure au Parti une lutte implacable contre le centrisme bureaucratique. Mais aujourd'hui, dans les conditions de la scission, notre appartenance à l'Internationale communiste peut s'exorimer non par notre auto-limitation organisationnelle, non par le refus d'initiative politique indépendante et du travail de masses, mais dans le contenu même de notre politique. L'Opposition de gauche ne s'adapte pas à la bureaucratie stalinienne, elle ne fait pas sur ses crimes ; au contraire, elle les soumet à sa critique implacable. Cependant, le but de la critique ne constitue pas à opposer des partis concurrents aux Partis communistes existants, mais à attirer aux côtés de l'Opposition de gauche le noyau prolétarien fondamental des partis officiels, et de cette façon, à rétablir ceux-ci sur leur base marxiste.

C'est en U.R.S.S. que cette question se pose de la façon la plus claire et la plus aiguë. La politique du second parti y signifierait une politique d'insurrection armée et de nouvelle révolution. La politique de fraction signifie le cours sur la réforme intérieure du Parti et de l'Etat ouvrier. Contrairement aux calomnies de la bureaucratie stalinienne et de ses suivants, l'Opposition de gauche reste pleinement et totalement sur la voie de la réforme.

Notre attitude envers l'Internationale communiste est définie par le nom de notre fraction : Opposition de gauche. Le contenu de nos idées et de nos méthodes se caractérise assez exactement par le nom : bolcheviks-léninistes. Chacune des sections doit porter ces deux noms, qui se complètent réciproquement l'un l'autre.

VIENT DE PARAITRE La seule voie par L. Trotsky 1 vol. 1 fr. 50 Adresser les commandes à la Vérité

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Le Gérant : P. Frank. Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris